

## DOSSIER

Production locale :  
tracer de nouvelles  
perspectives

## PÔLE EMPLOI

Une politique  
nationale, des actions  
sur mesure

## ELLES FONT ST-MARTIN

Salariées ou cheffes  
d'entreprises, des femmes  
inspirantes à l'honneur



**Dilénord Joseph**

Directeur délégué  
de Fore Îles du Nord

**UNE OFFRE  
CONÇUE POUR  
LE CANDIDAT,  
L'ENTREPRISE  
ET LE  
TERRITOIRE**

---

**BE A BOSS :  
5<sup>ÈME</sup> ÉDITION**

Déposez votre  
candidature  
avant le 5 mai 2023

# Vous les attendiez ? Les GLA sont là !

A découvrir et à essayer en concession SGDM SXM



## Mercedes-Benz

Le meilleur, sinon rien.



SGDM SXM - Route de l'Espérance (près d'Europcar), Grand Case, 97150 St-Martin - Tél : +590 590 60 97 90

Vos contacts privilégiés bilingues :

Chloé Delbarre : [chloe.delbarre@gbh.fr](mailto:chloe.delbarre@gbh.fr) - Tél : +590 690 915 290

Joshua Chiverton : [joshua.chiverton@gbh.fr](mailto:joshua.chiverton@gbh.fr) - Tél : +590 690 299 309

\*Modèle présenté : Mercedes-Benz GLA 200D AMG Line. Consommation mixte au l/100 : 5.4. Emission de CO2 en g/km : 142

Au quotidien, prenez les transports en commun #Sedéplacermoinspolluer

# Du salon à l'assiette

Le Salon international de l'agriculture terminé, éleveurs, maraîchers, acteurs de l'agro-transformation et politiques ont quitté Paris et regagné champs, laboratoires et bureaux. Avant cela, serrés et unis sur les photos d'usage, ils ont affiché fièrement leur savoir-faire, leur produits, leur patrimoine. Le salon est fait pour ça, mettre en scène la tradition agricole du pays France et son étonnante vigueur régionale. Et aussi, se retrouver autour d'un besoin commun : manger et boire à sa faim, à son goût, à hauteur de ses finances et en préservant sa santé.

Le salon constitue ainsi un point d'étape annuel, avec un constat : le modèle agricole du XXe siècle a vécu, en Hexagone comme en Outremer. L'importation de fruits et légumes règne sans pitié et l'agriculture locale a perdu son sens premier, nourrir ses habitants. À Paris, l'association "Les Amis de la Terre" a profité de l'édition 2023 pour interpeller sur le danger de "l'accaparement des terres" par des multinationales et l'émergence "d'agri-managers" en charge de rentabiliser des milliers d'hectares. Un collectif d'élus appelle dans Le Monde à défendre une « exception alimentaire et agricole », forgée sur le modèle de "l'exception culturelle" qui protège des règles commerciales de libre-échange !

Chez nous, même dynamique, avec des acteurs de diverses envergures, tous engagés à inventer le juste modèle économique et environnemental : en donnant sa place à la polyculture, en testant la terre pour cultiver son jardin créole en sécurité, en choisissant des saveurs locales pour nos enfants, en donnant une voix aux jeunes agriculteurs, en adaptant nos produits aux attentes de la restauration rapide... Le salon international est terminé, les photographes sont partis, place à l'agriculture.

Mathieu Rached  
Rédacteur en chef  
Guadeloupe St-Martin  
Martinique Guyane

# édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**  
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos  
magazines sur [www.ewag.fr](http://www.ewag.fr)  
Pour nous envoyer un mail :  
[prenomnom@ewag.fr](mailto:prenomnom@ewag.fr)

**Directeur de publication**  
Laurent Nesty

**Directrice du digital**  
Audrey Barty

**Directrice de la stratégie commerciale**  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

**Directeur du développement**  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Directeur Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

#### RÉDACTION

**Rédacteur en chef**  
Mathieu Rached

**Coordination**  
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

**Rédacteurs**  
Adeline Louault - Alix Delmas - Ann Bouard -  
Amandine Ascensio - Axelle Dorville - Colette Cour-  
saget - Julie VdW - Karolynne Hubert - Lia Mancora  
Lise Gruget - Sandrine Chopot - Yva Gelin

**Secrétaire de rédaction**  
Chantal Bigay

**Photographes**  
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim - Mathieu  
Delmer - Thomas Proust - Donovane Tremor

**Photo couverture**  
Donovane Tremor

**Design graphique**  
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)  
Jessica Schwaller ([sikproduction972@gmail.com](mailto:sikproduction972@gmail.com))

**Illustratrice**  
Orane Phedon

#### RÉGIES

**Martinique**  
Élodie Losada (0696 19 31 98)  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Guadeloupe**  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)  
Joséphine Notte (0749 25 61 21)

**Assistante commerciale**  
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

**Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

#### DIGITAL

**JRI**  
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)  
Aubane Nesty (06 43 56 26 67)

**Motion design - JRI**  
Sariatha Boulard  
Karolynne Hubert

**Rédaction web**  
Mathilde Claverie

**Communication digitale**  
Lucille Pinsard

#### DISTRIBUTION

**Guyamag** : Iguanacom (0694 26 55 61)  
**Karumag** : Colibri Agency (0690 53 72 30)  
**Madinmag** : M.C.P. (0696 78 36 56)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et  
illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG  
décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié  
PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé  
à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et  
conforme à la norme imprim'vert.



**EWAG GUADELOUPE - SIÈGE**  
Rue H.Becquerel - BP2174  
97195 Jarry Cedex  
0590 41 91 33

**EWAG GUYANE**  
5 Chemin Grant  
Lotissement Montjoyeux  
97300 Cayenne  
0694 26 55 61

**EWAG MARTINIQUE**  
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest  
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,  
97200 Fort-de-France  
0596 30 14 14



PARIS

AIRFRANCE 



## À LA UNE

**8/** FORE. **Se former et concrétiser son projet**

## TERRITOIRES

**10/** Image du mois

**12/** Brèves

**16/** Pôle emploi.  
**Des actions spécifiques pour l'emploi**

**18/** « Faire du Creps Antilles-Guyane une entité incontournable »

**20/** AKTO. **Les nouveaux enjeux de nos territoires**

**22/** ISGCN. **La formation sur mesure !**

## ENTREPRISES

**24/** Audrey Gil. **Un sacerdoce**

**26/** Angèle Dormoy.  
**« Le bonheur, c'est celui que l'on se crée »**

**28/** Junisa Gumbs.  
**« On fait la différence en montrant, pas en disant »**

**30/** Sandrine Jabouley-Delahaye.  
**Le saumon qui nage à contre-courant**

**32/** Maria et Angeline Laurence. **Les pieds sur terre**

**34/** ID-EVENT SXM.  
**Celle qui porte haut les couleurs de l'événementiel**

**36/** Dauphin Telecom.  
**“Chaque année nous créons trois à quatre emplois”**

**38/** Be a boss.  
**Coup de projecteur sur l'entrepreneuriat au féminin**



24



34



20



42

## EXPERTISE

40/ Boîte à outils

## DOSSIER

// Cap sur l'agriculture durable

42/ Dossier de la rédaction

50/ Salon de l'agriculture : coup de projecteur sur St-Martin

52/ Le miracle de l'hydroponie ?

## PAUSE CAFÉ

54/ Coup de cœur

56/ Tendances au travail

57/ Carrière d'Outre-Mer

58/ Culture

62/ MACTe.

“Fò nou mèté lanmou adan tou sa nou ka fè”

64/ Ce qu'il ne fallait pas loupé

# Sommaire

# Se former et concrétiser **son projet**



*Baillarge Laurent, formateur référent - Nairazo Marie-Estelline, Assistante - Hilaire Cora, assistante de formation - Ridchardson Léandra, assistante de formation - Joseph Dilenord, directeur délégué - Thomas Tatiana, assistante de formation - Pouradier Kévin, responsable pédagogique*

En alternance ou continue, l'offre de formation de **FORE Îles du Nord** est conçue pour faire réussir « le candidat, l'entreprise et le territoire ».

« Tout part des employeurs du territoire ». Pour Dilénord Joseph, directeur délégué de FORE, l'affaire est entendue, le centre de formation n'a de sens et de valeur qu'à condition de comprendre les besoins en ressources humaines des entreprises. Ces besoins "du territoire" sont en effet spécifiques, que ce soit en termes de formation d'apprenti ou de formation continue. Avant de mettre en place toute formation en alternance, une étude préalable est systématiquement menée auprès des entreprises, "pour être en adéquation avec leurs besoins".

Et les besoins des entreprises saint-martinoises ne manquent pas, elles sont particulièrement demandeuses de main d'œuvre qualifiée. Le recrutement des jeunes est un enjeu majeur. Cela consiste tout d'abord à leur permettre de disposer de toute l'information sur le catalogue de formations proposées. Ensuite nous mobilisons leur énergie et leur motivation pour intégrer le monde de l'entreprise et pour en acquérir les codes et les usages. L'apprentissage constitue un levier important d'insertion de notre jeunesse dans le monde professionnel. Cela appelle une adhésion forte des parties, jeunes, employeurs et équipe de formation pour mener ce projet vers la réussite.

### Dix métiers en formation professionnelle

Depuis le Bilan de Compétences pour faire le point et envisager un nouveau projet professionnel, en passant par la formation continue ou l'accompagnement pour la Validation des acquis de l'expérience (VAE), les équipes de FORE Îles du Nord mettent en place l'étendue des dispositifs existants pour apporter des solutions concrètes, et « permettre à chaque profil de candidat de poursuivre son projet ». À noter que toutes les formations continues, conventionnées par Pôle emploi, débouchent sur des Titres Professionnels. Au total, « nous proposons des formations pour dix métiers différents,

## PORTES OUVERTES

Pour découvrir l'intégralité des formations proposées et/ou mieux connaître les conditions de formations en alternance, FORE Îles du Nord propose, chaque mardi et jeudi, des après-midi portes ouvertes. Les équipes sont par ailleurs présentes lors des séminaires, salons, à la Mission locale toute l'année pour présenter l'intégralité des formations disponibles.

## CERTIFIÉ QUALIOP

FORE Îles du Nord bénéficie de la Certification Qualiopi, délivrée pour l'action de formation, l'action par l'apprentissage et également pour la Validation des acquis d'expérience (VAE) et le Bilan de Compétences.

dans tous les secteurs prioritaires correspondant aux besoins du territoire, BTP, tourisme, commerce, etc. »

### L'alternance accessible toute l'année

En matière d'alternance, accessible de 16 à 29 ans, les formations permettent d'obtenir un diplôme de l'éducation nationale dans des domaines très variés : vendeur conseil en magasin, secrétaire assistant, conseiller commercial, agent d'entretien du bâtiment, serveur en restauration, agent de propreté d'hygiène, assistant commercial, magasinier, cuisinier, master marketing digital. Pour cela, « la formation est dispensée une semaine par mois au centre et les trois semaines restantes en entreprise », rappelle Dilénord Joseph. Du CAP/ BEP jusqu'à BAC + 3 et Master le nombre de formations qualifiantes sur le territoire ne cessent de se multiplier et les candidats ont la possibilité d'entrer en alternance toute l'année. Sur les sept centres de formation des apprentis agréés (CFA) que compte St-Martin, FORE Îles du Nord est l'un des plus anciens et l'un des plus importants.

### Une trentaine de professionnels diplômés

Côté formateurs, « 80 % d'entre eux sont des professionnels du territoire et sur certaines formations plus spécifiques, le centre peut faire appel à des compétences de Guadeloupe », décrit Dilénord Joseph. Tous, soit la trentaine de professionnels diplômés et expérimentés, ont également reçu une formation pédagogique préalable à leur début de contrat avec le centre de formation FORE Îles du Nord. Le centre comprend par ailleurs onze personnes qui ont pour mission d'accompagner au mieux les candidats dans ce nouvel avenir professionnel. « Depuis 20 ans, notre expertise finalement, c'est de la mise en relation », résume Dilénord Joseph, « faire coïncider le bon projet et la bonne formation ».



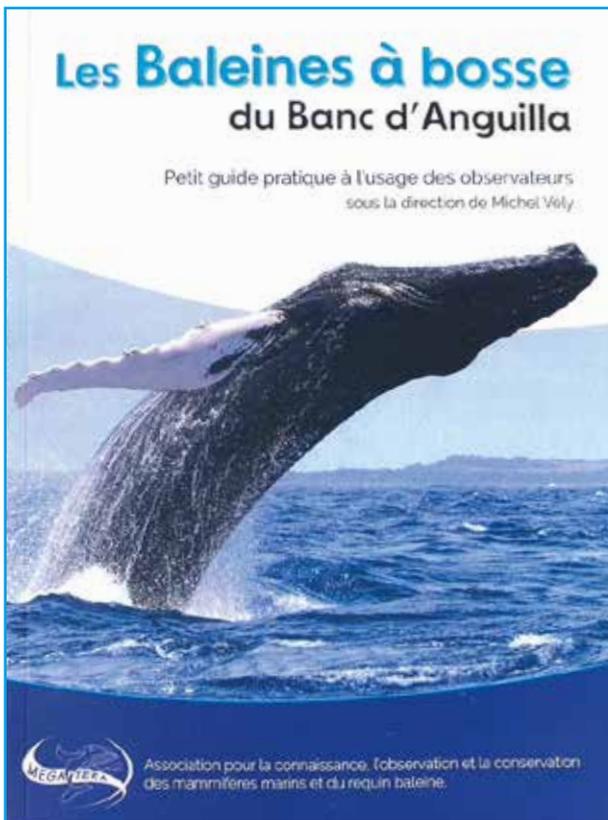


# « Slow commerce » à l'horizon

Au départ, un projet étonnant : ressusciter le commerce à la voile. Le *Tres Hombres*, affrété par un importateur hexagonal, les frères de la Côte, est le voilier cargo qui accomplit cette mission depuis 2017. Cette année, arrivé dans la Caraïbe chargé de denrées d'Hexagone, il a quitté la Martinique vendredi 3 février, direction Marie Galante et la Barbade. Au total, il rapportera en Europe 35 tonnes de produits locaux : rhum, épices et cacao. "Aussi écologique que possible, aussi économique que nécessaire", le projet comprendra bientôt un deuxième navire, d'une capacité de 120 tonnes, et avec de nouvelles escales à l'étude, en Guyane et au Brésil.

# 450

C'EST LE NOMBRE DE SINGES VERTS, NÉFASTES POUR LA BIODIVERSITÉ ET LES CULTURES, QUE ST. MAARTEN A DÉCIDÉ DE FAIRE ABATTRE DANS LES TROIS PROCHAINES ANNÉES.



## “LES BALEINES POUR LES NULS”

Avec son Petit guide pratique à l'usage des observateurs intitulé Les Baleines à bosse du Banc d'Anguilla, l'association Megaptera présidée par Michel Vély, mise sur la pédagogie. Pour préserver ces géants de mer qui viennent chaque hiver s'accoupler et mettre bas dans nos eaux, il faut adopter le bon comportement. Un petit livre qui a tout d'un grand, pour développer ses connaissances sur les cétacés, notamment ceux qui fréquentent la région, ainsi que des conseils pour les observer avec respect.

## AIDE AUX PÊCHEURS

APRÈS LES “AIDES UKRAINE”, L'ÉTAT FRANÇAIS A DÉCIDÉ DE PROLONGER SON SOUTIEN AUX PÊCHEURS PROFESSIONNELS DE SAINT-MARTIN POUR L'ACHAT DE CARBURANT. UNE TROISIÈME PHASE SOUS FORME DE REMISE : 16.67 CENTIMES/L DE CARBURANT (DU 16 NOVEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 2022) ET 25 CENTIMES/L DE CARBURANT (DU 01 JANVIER AU 15 FÉVRIER 2023), QU'ILS PEUVENT DEMANDER EN DÉPOSANT UN DOSSIER AVANT LE 28 AVRIL.

# 20 ans

Après deux ans d'absence, les Mardis de Grand Case célèbrent leur 20e anniversaire cette année. Depuis le 31 janvier et jusqu'au 25 avril, l'événement incontournable de Saint-Martin rassemble touristes et résidents dans une ambiance festive et musicale où traditions locales riment avec marché artisanal.



# 100% la réunion



Sur l'île de la Réunion un label 100% local vient d'être lancé. Le label met ainsi en avant l'origine et la qualité du produit qu'il soit issu de la production animale, végétale ou transformée.



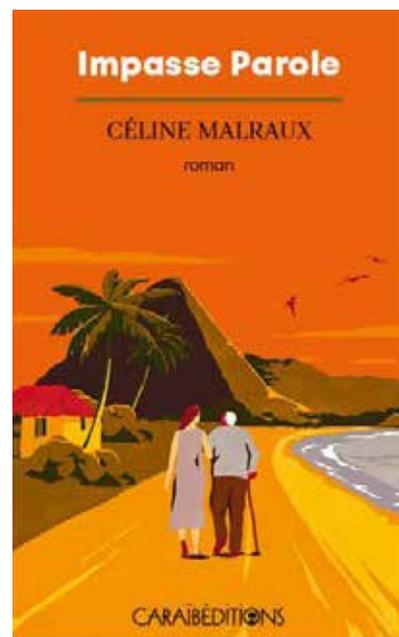
## La Team GFA Caraïbes remporte la Heineken Regatta

Ils étaient plus de 100 équipages venus des quatre coins du globe à participer à la 43<sup>e</sup> édition de la Heineken Regatta entre le 2 et le 5 mars derniers. Comme chaque année, plus de 20 000 visiteurs sont venus assister aux quatre jours de course, mais aussi aux nombreuses festivités organisées en marge. Parmi les vainqueurs célébrés quotidiennement au port de Plaisance à Cole Bay, la Team GFA Caraïbes venue de Martinique est arrivée en première place toutes catégories confondues. La prochaine édition est déjà programmée du 29 février au 3 mars 2024 !

## UN FONDS VERT



Doté de 2 milliards d'euros, le « Fonds vert » devra permettre de renforcer la capacité d'adaptation des territoires au changement climatique. Destiné aux diverses collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés, il se divise en 13 programmes d'aide tels que « S'adapter au recul du trait de côte » ou encore « Soutenir le tri à la source et la valorisation des biodéchets ». Informations à retrouver sur [www.aides-territoires.beta.gouv.fr](http://www.aides-territoires.beta.gouv.fr)



## LA FIN DE VIE : UN DILEMME ET UN ROMAN

Elle fait rarement la une des journaux, mais elle est ces mois-ci au cœur d'une réflexion nationale. Depuis le mois de décembre, tous les 15 jours, 184 citoyens tirés au sort "travaillent" sur la fin de vie, s'intéressant à la prise en charge de la souffrance, aux soins palliatifs et l'éventuelle aide active à mourir. Hasard des calendriers, il y a quelques semaines, est paru "Impasse Parole", le premier roman de Céline Malraux, journaliste et auteure installée aux Antilles depuis 20 ans, où elle interroge précisément sur la mort et la possibilité de la hâter, "pour les croyants et les non croyants". A travers l'amitié entre une jeune infirmière, athée, et un vieux monsieur, son héroïne, Victoire, sonde le mystère de la vie sur fond de croyances magico-religieuses antillaises. Un roman initiatique qui résonne inévitablement en nous. **Impasse parole**, de Céline Malraux, ed. Caraïbéditions, 20,70€.



## DEVENIR INCOLLABLE SUR LES PLANTES ET LES ANIMAUX

Identifier la faune et la flore présentes sur l'île à l'aide de l'appareil photo de son smartphone ? C'est ce que permet l'application de science participative ObsIdentify qui répertorie 3 000 espèces animales et végétales des Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Aruba) et Saint-Martin sur la base des données provenant de Observation.org, du Dutch Caribbean Species Register et du Global Biodiversity Information Facility (GBIF). De quoi non seulement connaître le nom des espèces rencontrées mais aussi documenter leur présence.



## Écosystème pour entrepreneurs

« CRÉER LA PREMIÈRE PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DE L'ÎLE À QUARTIER D'ORLÉANS AVANT LA FIN DE L'ANNÉE. » C'EST L'AMBITIEUX PROJET DE LA CCISM QUI PRÉVOIT NON SEULEMENT D'ACCOMPAGNER PENDANT TROIS ANS DES CRÉATEURS D'ENTREPRISE MAIS AUSSI DE LEUR FAIRE BÉNÉFICIER DE LOYERS À BAS COÛT.

# S'exporter au féminin

Exporter son entreprise au-delà des frontières de l'Union Européenne ? C'est ce qu'aide à accomplir la plateforme numérique E4F. Un lieu virtuel, exclusivement féminin, lancé en Martinique le 3 février et accessible à toutes les femmes entrepreneuses d'Outre-mer. L'objectif ? renforcer les entreprises féminines dans leur capacité à s'exporter. Pour en savoir plus [www.e4f-network.eu](http://www.e4f-network.eu)



## LADOM OUVRE UN BUREAU LOCAL

En 2022, plus de 780 Saint-Martinois ont bénéficié des dispositifs de LADOM : 449 du Passeport pour la mobilité des études et 289 de l'Aide à la continuité territoriale. 2022 marque aussi l'implantation physique de L'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité sur le territoire. Installée à l'ancienne école Evelyne Halley à Marigot, au 1er étage des bureaux de la Mission locale, la toute première antenne de LADOM à Saint-Martin, est ouverte depuis la fin de l'année. Plus besoin donc de se rendre à Baie-Mahault pour rencontrer un conseiller. Ces locaux, mis à disposition par la COM, ont été officiellement inaugurés le 10 mars dernier.



La propreté de Saint-Martin  
commence *par moi* !



# Ici, ce n'est pas la Déchèterie !

## TRI DES CARTONS

Ne pas déposer les cartons  
bruns dans les conteneurs  
poubelles ou à côté !

Apportez-les à la **DÉCHÈTERIE**  
pour qu'ils soient **RECYCLÉS**



# Des actions spécifiques pour **l'emploi**

Face aux problématiques spécifiques du territoire, l'agence **Pôle emploi** de Saint-Martin s'appuie sur ses compétences, ses partenariats et son accessibilité pour mettre en place des actions au plus proche des besoins.

Texte Lise Gruget - Photo Donovanne Tremor et Siméa Lupéron, Pôle emploi Guadeloupe & Îles du Nord



Nathalie Rubini, directrice de l'agence Pôle emploi de Saint-Martin

Avec près de 6 000 demandeurs d'emploi à Saint-Martin, Pôle emploi redouble d'inventivité pour adapter ses actions et son offre de service aux spécificités du territoire. « Nos entretiens sont faits dans les différentes langues parlées sur l'île : français, anglais, créole et espagnol », avance Nathalie Rubini, directrice de l'agence Pôle emploi de Saint-Martin depuis janvier 2022. Une réalité constatée par le Président de la Collectivité de Saint-Martin, Louis Mussington, lors de sa récente visite dans les locaux de l'agence. La COM est partenaire de Pôle emploi, au même titre que les institutions et acteurs de l'insertion sur le territoire (État, DEETS, Mission locale, Marine nationale, ADIE, Initiative Saint-Martin Active...). Des partenariats qui permettent de répondre aux besoins du territoire. « Pour améliorer la proximité de nos usagers nous assurons notamment des permanences dans les Maisons France Service à Quartier d'Orléans (Quartier Prioritaire de la Ville) une fois par semaine » se réjouit Nathalie Rubini.



Rencontre avec la Team jeunes lors de la visite du Président de la Collectivité de Saint-Martin Louis Mussington accompagné du directeur régional de Pôle emploi Guadeloupe & Îles du Nord, Fabrice Marie-Rose, et de la directrice de l'agence de Saint-Martin, Nathalie Rubini

### Une équipe dédiée aux jeunes

Le public jeune constitue une priorité pour le Service public de l'emploi (Pôle emploi, Collectivité, Préfecture). L'agence a donc mis en place une équipe dédiée aux jeunes. La « Team Jeunes » est composée de quatre conseillères réparties sur trois dispositifs : le Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ), l'Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), et l'accompagnement renforcé. Elles ont créées pour ce public, un Pack Jeunes, composé de différentes prestations dont la prestation spécifique « Je suis fier d'être moi » conçu par le prestataire local Tim Building. Ainsi 23 jeunes demandeurs d'emploi ont été coachés durant 5 jours à travers des ateliers sportifs et artistiques (peinture, musique, chant, photographie). « L'objectif était de leur faire prendre confiance en eux », explique Nathalie Rubini.

### Des formations adaptées aux besoins des entreprises

S'adapter au territoire c'est aussi mettre en place des formations qui aboutissent directement à des embauches. Suite à un séminaire commun avec l'État, la COM, les centres de formation et les socio-professionnels, un diagnostic a été établi sur les besoins



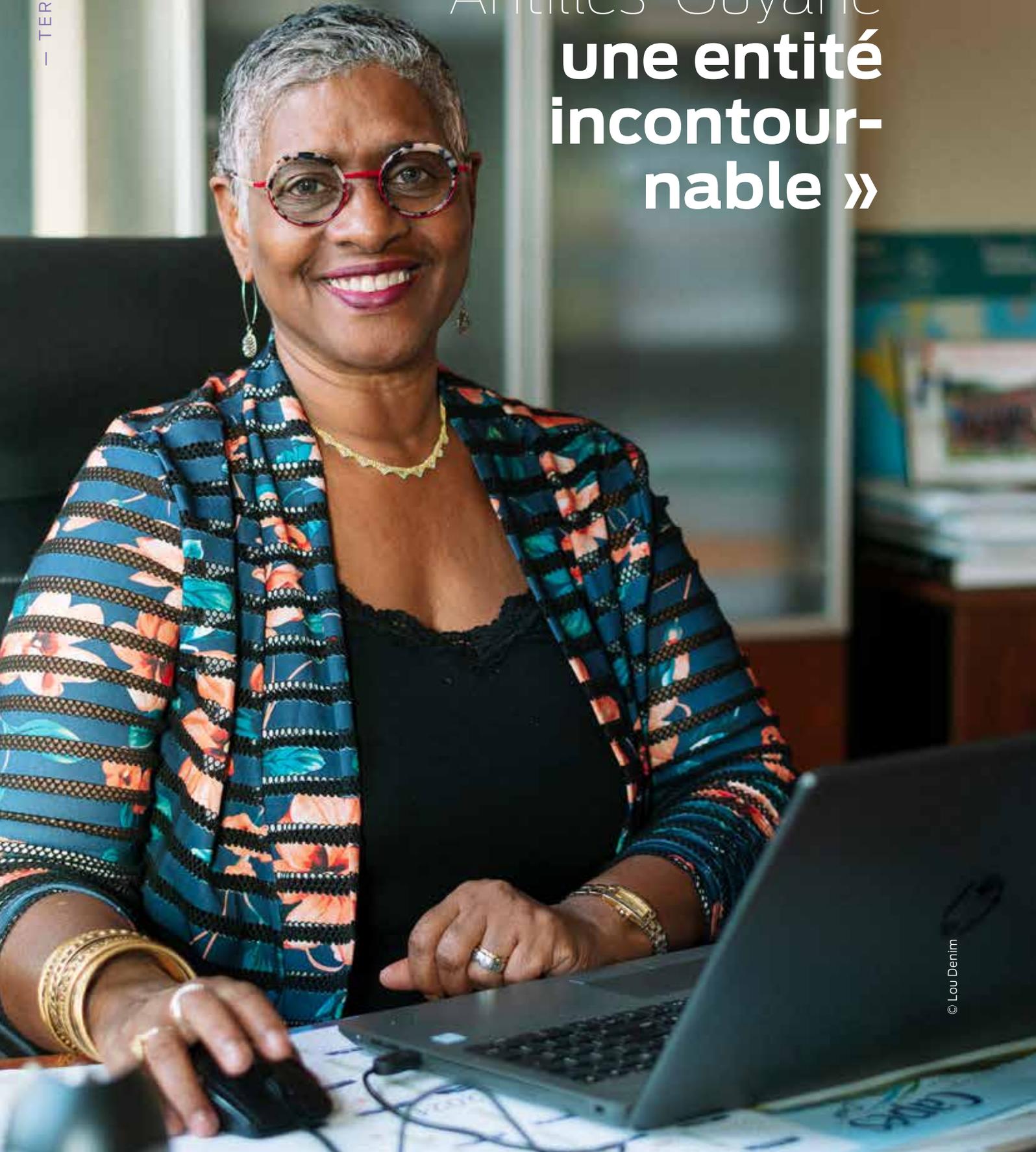
L'agence de Saint-Martin et sa direction territoriale : une synergie des compétences

de compétences du territoire. « Les formations doivent répondre aux projets de développement économique du territoire » souligne la directrice de Pôle emploi. Pour exemple, le projet d'agrandissement de l'établissement portuaire de Saint Martin va nécessiter des recrutements dans le secteur. L'agence organise du 27 au 31 mars 2023 la semaine de l'emploi maritime, au cours de laquelle elle a présenté les formations dispensées par le Centre de formation FORMAT. « Notre souhait est que cela aboutisse à des recrutements. A titre d'exemple, la formation « agent de marina » proposait en amont une mise en situation professionnelle qui leur permettait de découvrir le métier sur le terrain, afin de sécuriser les parcours de formation », explique Nathalie Rubini.

## ÉVÉNEMENTS ET SEMAINES THÉMATIQUES

Découverte des métiers du numérique avec la visite de l'entreprise Computech, participation au salon E-WEEKEND de la CCISM, découverte des métiers du nucléaire avec la Marine Nationale et la centrale EDF, visite des exploitations agricoles pour les journées de l'agriculture, actions dédiées aux femmes... Pôle emploi multiplie les actions ciblées pour susciter des vocations.

« Faire du Creps  
Antilles-Guyane  
**une entité  
incontour-  
nable** »



© Lou Denim

*Chantal Cusset-Gaydu, directrice du Creps Antilles-Guyane*

Chantal Cusset-Gaydu a, depuis six mois, pris les rênes du Creps des Antilles et de la Guyane. Son projet : faire de ce centre de ressources, d'expertise et de performances sportives, un lieu incontournable pour les sportifs du monde entier.

Texte Sarah Balay - Photo Jude Foulard

**Vous êtes la première femme à diriger le Creps Antilles-Guyane. Avant cette prise de fonction, vous étiez proviseur au lycée Chevalier de Saint-Georges. Pourquoi ce nouveau challenge ?**

J'ai toujours aimé les challenges, je suis une véritable compétitrice ! J'aime m'investir là où il y a de la complexité. J'ai vraiment adoré travailler dans ce lycée et je voulais sincèrement y rester pour finir ma carrière. En cinq ans, nous avons beaucoup œuvré pour remettre cet établissement sur les rails. Mais l'envie de remettre les mains dans le cambouis était trop forte ! Relever des défis, ce n'est pas chose facile, mais c'est tellement passionnant. Dans la vie, on n'a rien sans effort. En tant que professionnels, nous devons montrer l'exemple aux jeunes générations.

**L'univers du sport ne vous est pas inconnu puisque vous êtes à l'origine de la création de la Cité scolaire d'excellence sportive (CSES) implantée dans l'enceinte même du Creps...** En effet, j'ai créé cette structure, unique en France, en 2010 et je l'ai dirigée jusqu'en 2017. Je suis très fière de cet établissement qui compte aujourd'hui 170 élèves entre la 4e et la terminale. Beaucoup de sportifs professionnels sont issus de ces différentes promotions. Avec mes équipes, nous avons su donner une âme à cette cité où les élèves formaient une grande famille.

**Parlez-nous du Creps... Un établissement en pleine évolution que le grand public ne connaît pas vraiment.**

Le Creps existe depuis 1965. Au départ, il était destiné à former les futurs professeurs d'EPS (éducation physique et sportive). Aujourd'hui, c'est un outil de performances ouvert à tous : sportifs, clubs, associations, écoles, etc. Il concourt à l'éclosion de l'excellence sportive tout comme à la promotion du sport, notre allié santé. Grâce à ses équipements (piste, piscine, terrains, salles, etc.), il a vocation à accueillir des sportifs professionnels des quatre coins du monde désireux de s'entraîner dans des conditions climatiques favorables. Teddy Riner vient souvent comme beaucoup de Guadeloupéens en équipe de France (escrime, sports collectifs), mais aussi des professionnels du canoë kayak, etc. Dernièrement, l'athlète belge, spécialiste de l'heptathlon, Nafissatou Thiam est venue fouler notre piste et le judoka, Romuald Raboteur, a été pris en charge par le Creps et la MRP (maison régionale de la performance) avant d'être sacré champion de France de para judo le 21 janvier dernier. Le Creps, c'est aussi un centre de formation qui propose tous les brevets professionnels et diplômes jeunesse et sport (coach, encadrant, manager, etc.). Mais le Creps c'est aussi un Centre de Santé ouvert à tous avec, notamment le développement de son pôle Activité physique adaptée.



## Le Creps Antilles-Guyane accueille des sportifs professionnels des quatre coins du monde”

**Quelles sont vos ambitions pour cette structure ?**

Je veux faire du Creps une entité reconnue au niveau régional, national et international. Le centre doit donc être attractif et la population doit pouvoir se l'approprier. Pour cela, nous investissons beaucoup, appuyés par la Région et l'ANS (agence nationale du sport), dans des équipements modernes : une piste connectée depuis 2019, capable de mesurer de façon numérique les performances et une nouvelle salle d'escrime. Sont prévus pour 2023, une salle d'haltérophilie, un terrain de basket 3x3, un terrain de rugby réhabilité. À plus long terme, nous envisageons un deuxième gymnase. Côté formation, un master professionnel « Entraîneurs Caribéens » via une convention avec le Staps (1), l'Insep (2) et l'université des West Indies, basée en Jamaïque, sera ouvert à la rentrée. De nouvelles salles de formation verront le jour. Nous travaillons aussi au retour des deux pôles volley-ball et natation. Pour rayonner encore, rien de tel que l'événementiel. En avril, nous recevrons les Étoiles du Sport, opération qui rassemble les champions actuels pour accompagner les jeunes, avec, entre autres, Marie-José Pécic.

**Le Creps rayonne-t-il sur la Caraïbe ?**

Nous avons beaucoup à apprendre des pays de la Caraïbe, passés maîtres dans plusieurs disciplines sportives. Ils ont développé des façons d'entraîner très intéressantes. Inversement, ils sont demandeurs de notre expertise et de notre matériel. Ils peuvent bénéficier au Creps, d'infrastructures qu'ils n'ont pas chez eux. À ce jour, nous collaborons surtout avec la Jamaïque, Cuba et Porto-Rico.

**Comment se préparent les JO de 2024 au Creps ?**

Nous sommes labellisés Centre de préparation des jeux (CPJ) afin de permettre aux équipes de venir s'entraîner. Pour ces jeux olympiques et paralympiques de Paris, la France comptera plusieurs jeunes issus de la CSES comme les escrimeurs Coraline Vitalis (20e des jeux olympiques de Tokyo en 2020), Luidgi Midelton champion du monde junior en 2018, le judoka Kenny Livèze, champion du monde junior août 2022 et bien d'autres.

1. Staps : Sciences et techniques des activités physiques et sportives

2. Insep : Institut national du sport, de l'expertise et de la performance

# Les **nouveaux enjeux** de nos territoires

Opérateur de compétences reconnu, **AKTO** fait le lien entre le monde de l'entreprise et celui de la formation professionnelle. Entretien avec Valérie Seguin, directrice régionale AKTO Guyane, Guadeloupe et Îles du Nord.

Texte Julie VdW - Photo Lou Denim



Valérie Seguin, directrice régionale AKTO Guyane, Guadeloupe et Îles du Nord

## De quelles manières accompagnez-vous les entreprises et les salariés dans leurs projets ?

Notre mission est claire : répondre aux besoins en termes de recrutement, de développement des compétences et de qualifications de leurs salariés. À partir de là, concrètement, tout repose sur nos conseillères en formation qui rencontrent les entreprises qui relèvent de notre périmètre. Elles effectuent

alors un diagnostic emploi/formation, le FLASH qui leur permet de connaître les pratiques de ces dernières en la matière. Elles peuvent ainsi, mieux appréhender leur besoin et y répondre en leur proposant les outils et dispositifs de notre offre de services. AKTO, c'est 3 priorités : le développement de la qualification et l'emploi par l'alternance, la sécurisation des salariés en poste et le soutien des publics spécifiques.

## Quelles sont les singularités de votre organisme ?

Chaque conseillère est spécialiste de la branche dont elle est référente. Ainsi, elle connaît les priorités et enjeux et peut déployer la feuille de route dressée par les partenaires sociaux. Elle est évidemment adaptée au territoire. Elle intègre les mutations et transitions de la branche, les métiers prioritaires, ceux dits en tension, les dispositifs à promouvoir et publics prioritaires à accompagner.

## Comment aidez-vous les jeunes à trouver leur place dans le monde du travail ?

Nous faisons la promotion de l'Alternance. Dispositif dit « gagnant-gagnant » pour l'entreprise et le jeune. Nous travaillons à éviter la rupture du contrat de travail à travers notamment un accompagnement social versé au CFA et l'organisation d'ateliers avec ces derniers, afin de travailler à trouver des solutions pour lever les freins périphériques. Ici, dans les Îles du Nord nous avons été désignés OPCO unique (seul OPCO sur le territoire). Nous couvrons toutes les branches professionnelles et afin d'assurer le service auprès des entreprises, nous avons, depuis septembre 2021, une coordinatrice territoriale, Nathalie Saumon, qui accompagne les entreprises dans leur projet Emploi/Formation. Nous travaillons avec l'ensemble des acteurs (DEETS, Collectivité territoriale, Pôle emploi) au développement de la montée en compétences des jeunes et salariés de ce territoire.

## UNE MEILLEURE MOBILITÉ DES ACTIFS

AKTO et l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) ont signé en janvier 2023 une convention cadre visant à renforcer l'insertion professionnelle et favoriser l'accès à la mobilité des actifs en Outre-mer. Pourront être ainsi accompagnés, les demandeurs d'emploi ultramarins ayant un projet d'insertion professionnelle nécessitant la réalisation d'une formation en France hexagonale. Les deux organismes pourront articuler leurs financements pour permettre une mobilité favorisant un retour à l'emploi dans les DOM.

Un événement



# Elles ont osé, pourquoi pas vous ?



# BE / A BOSS

BE ENTREPRENEURE

ETAPE

## ANTILLES GUYANE

### PHASE DE PRÉ-SÉLECTION

La sélection des meilleures  
entrepreneures de Guadeloupe,  
Guyane, Martinique, Saint-Martin  
et Saint-Barthélemy

Rendez-vous sur [www.be-a-boss.com](http://www.be-a-boss.com)

Quelles entrepreneures nous représenteront lors de la grande finale nationale?

## BE A BOSS AWARDS 9<sup>ÈME</sup> ÉDITION

LE 21 SEPTEMBRE 2023 - PARIS



BeAbossAntillesGuyane



# La formation sur mesure !

Réactivité, efficacité, flexibilité et créativité sont les maîtres-mots de l'**Institut Supérieur de Gestion Commerce et Numérique** (ISGCN) tout à la fois CFA (Centre de formation d'apprentis), organisme de formation et établissement privé hors contrat, présent sur le territoire depuis 22 ans. Il a amorcé à partir de 2017 un nouveau développement et des spécificités plutôt originales, sous la houlette de Jean-Luc Bristol, directeur de l'organisme de formation et président de la société.

Texte et photo Ann Bouard

L'ISGCN s'apparente au concept « d'école supérieure de commerce et de gestion, et du numérique », qui trouve ses racines dans les problèmes d'apprentissage et les difficultés des jeunes saint-martinois à poursuivre des études supérieures ou une formation sur le territoire. L'organisme de formation développe ainsi plusieurs secteurs, allant de la gestion d'entreprise au numérique pour apporter une réponse, sur mesure, à la fois aux entreprises et aux futurs diplômés.

Le panel des formations proposées est large : une licence, six BTS, cinq BAC Pro, trois CAP, une formation bureautique et numérique et des formations linguistiques en anglais, espagnol et français FLE pour les personnes dont ce n'est pas la langue maternelle. Une offre qui va s'enrichir prochainement avec une licence GRH Gestion des Ressources Humaines, l'ouverture d'un BTS tourisme et un BAC Pro Commercialisation et Services de restauration. Les projets ne manquent pas ! En parallèle, la certification Qualiopi obtenue à l'ISGCN lui permet également de proposer la formation par apprentissage, le bilan de compétences et la validation des acquis de l'expérience.

## L'appui du tissu associatif

Comme tout centre de formation, la difficulté réside dans le fait de faire coïncider l'offre et la demande. Afin de pouvoir proposer les candidats souhaités par les entreprises, mais également dans un objectif de ramener vers la vie professionnelle certains jeunes, Jean-Luc Bristol a mis en place des partenariats avec plusieurs associations. Ce sont elles qui, au cœur des quartiers, sensibilisent les jeunes à l'importance de la formation professionnelle et à l'obtention d'un diplôme. L'association RSI ou le Centre Symphorien d'Insertion contribuent à ses côtés à sortir certains jeunes de la rue. Mais Jean-Luc Bristol va encore plus loin et a créé sa propre association, Soualiga Education Association afin de pouvoir mettre en place bien en amont des actions pour les enfants : soutien scolaire, Educ'Camp durant les vacances d'été, etc. L'association salue aussi plusieurs jeunes qu'elle met ensuite



L'ISGCN s'apparente au concept d'école supérieure de commerce et de gestion, et du numérique”

*Jean-Luc Bristol, directeur de l'ISGCN*

dans le cadre de leur formation à la disposition du collège de Quartier d'Orléans par exemple. Un travail de fourmi mais qui paye et qui contribue à réorienter des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville vers un avenir plus serein.

## Des formations à la carte pour les entreprises

Le centre étudie chaque demande et réalise une étude de faisabilité. Toutes les formations qui peuvent contribuer à créer un emploi ou à répondre à un besoin de main d'œuvre pour les entreprises sont mises en place quel que soit le nombre de candidats. Quand cela est nécessaire, et en collaboration avec Pôle emploi, il peut aussi solliciter des partenaires extérieurs basés en Guadeloupe, comme c'est le cas actuellement avec FORMATEC, pour une formation d'assistant de chef de chantier. Sur place une dizaine de formateurs indépendants permettent d'accueillir tous les demandeurs d'emploi, les étudiants, les salariés et les professionnels « pour les mener à la réussite ».



## Elles font Saint-Martin

Un jour par an, le 8 mars, Elles font la une des médias au nom de la nécessaire lutte pour l'égalité des droits. Et chaque année, "Elles" vous donnent rendez-vous dans nos magazines. Inspirantes, fières, obstinées et lumineuses, elles écrivent notre histoire à tous à travers la leur, sans calcul ni complexe.

# Un **sacerdoce**

“Aider les gens à aller mieux”. Tel est le plan qu’**Audrey Gil** suit avec bonheur et abnégation, dans les différents cercles qui lui ouvrent les portes.

Texte Ann Bouard - Photo Thomas Proust

Elle est à la tête du Manteau, la seule structure à Saint-Martin qui accueille les personnes en grande situation de précarité. « En 2021, la fusion avec un réseau national\* a permis au Manteau de grandir pour prendre sous son aile plus de personnes »... Toujours plus, car s’il est une mission que s’est fixée Audrey c’est de prendre soin du plus grand nombre, encore et toujours. Et cette bossue acharnée y met toute son énergie et tout son cœur. Directrice de l’Alefpa Le Manteau de Saint-Martin, conseillère territoriale, Présidente de la commission d’allocation pour les personnes âgées, elle cumule les fonctions, toujours avec la même ligne directrice, aider son prochain. Et quand on lui demande comment elle fait avec une telle charge de travail, elle répond que son travail lui permet, chaque matin, d’entamer sa journée avec le sourire.

## **Une carrière au service des autres**

C’est effectivement avec un grand sourire qu’elle nous accueille au Manteau. Le lieu n’est pas ce qu’il y a de plus glamour, mais rien ne peut la départir de son optimiste. Détentrice d’une maîtrise Staps Activité physique adaptée et santé, elle s’est très vite intéressée à l’éducation, à la santé et à la prise en charge de populations spécifiques. Elle a toujours eu ce souci d’attention à l’égard des personnes en situation de handicap ou en difficulté. Éducatrice spécialisée, elle a travaillé en métropole dans un foyer pour jeunes en difficulté, passé un an en Guyane avant d’arriver sur l’île en 2007, année de la création du Sessad, où elle est la première éducatrice spécialisée. De fil en aiguille, elle passe son Certificat d’aptitude aux fonctions d’encadrement et de responsable d’unité d’intervention sociale. Au même moment, le Manteau de Saint-Martin cherche un nouveau directeur. Ce sera une directrice et Audrey intègre la structure en 2015. Chercher des subventions, monter de nouveaux projets devient alors son quotidien pour que le

Manteau puisse vivre et répondre à ses missions. Avec patience et détermination elle change petit à petit les choses, réussit à monter une épicerie solidaire, une laverie sociale, une friperie et récemment à créer une pension de famille. Elle est aussi à l’initiative de la soirée caritative, Fan d’Elles, où elle met à l’honneur les femmes de l’île et où les tableaux mis aux enchères sont ceux d’un foyer d’adultes autistes.

## **Un engagement politique et une amitié**

En 2022, Audrey décide de suivre Valérie Damaseau dans sa campagne pour la présidence de la Collectivité, comme un juste retour des choses. Les deux femmes sont en effet amies, Audrey avait un peu forcé la main à Valérie pour l’entraîner dans sa passion du Beach Volley. Celle-ci convaincra à son tour Audrey de se lancer dans une tout autre aventure... « J’y ai vu la possibilité de développer des projets sociaux, de rattraper le retard » et elle estime aujourd’hui être bien tombée ! Les idées sont nombreuses et les projets à portée de main, elle travaille activement sur un nouvel endroit pour installer l’EHPAD afin de pouvoir augmenter sa capacité d’accueil, à redynamiser l’accompagnement des personnes âgées tout comme à relancer le nettoyage des cimetières... Novice en politique, elle s’estime surtout “chanceuse” de vivre cette vie de conseillère territoriale aux côtés de son amie. La politique et le social sont bien deux univers “durs”, mais en bonne sportive, Audrey avoue avoir de l’endurance, et “ne jamais rien lâcher”. Et si son engagement ne lui laisse plus de temps pour le beach tennis, elle s’appuie sur un coach sportif qui s’adapte à elle... mais ça aussi elle le prend avec le sourire !

\* des Associations laïques pour l’éducation, la formation, la prévention et l’autonomie



« Le **bonheur**,  
c'est celui que  
l'on se crée »



Au-delà de la réussite sociale, **Angèle Dormoy** est toujours la petite Saint-Martinoise qui veut voir grandir son île. Une quête intime et heureuse.

Texte Ann Bouard - Photo Thomas Proust

À la tête de plusieurs entreprises et Présidente de la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin, elle incarne la réussite sociale. Intelligente, bosseuse, perfectionniste, aussi exigeante avec elle-même qu'avec les autres, d'une force de caractère peu commune, elle ne doit sa place qu'à sa seule volonté. Mais Angèle Dormoy est aussi une femme qui croit en ses rêves, en sa famille de chair et de cœur, en son île, en l'amour.

« **Je suis exactement où je voulais être dans mes rêves** »

Elle a eu le parcours de bien des petites saint-martinoises de son époque, pourtant pas si lointaine, où les parents devaient faire le sacrifice de partir pour offrir une meilleure éducation à leurs enfants. De sa scolarité en Martinique, elle garde le souvenir d'une enfance pauvre mais heureuse. BAC en poche, il lui a fallu cependant partir plus loin encore, cette fois avec un triple challenge, obtenir une bourse, trouver un logement et être acceptée dans une université. Ce fût la métropole et Bordeaux. La jeune fille timide est confrontée à la vie hors du cocon familial, mais elle sait que de sa capacité à faire des études dépend son autonomie future. Elle se fixe des objectifs pour y arriver, pour que sa famille soit fière. Elle cumule les petits boulots et les diplômes : Deug, licence, maîtrise, langue étrangères appliquées et surtout parce que cela est déjà une passion un DESS de gestion d'entreprises. Contactée à la fin de son parcours universitaire par des chasseurs de têtes, elle préfère refuser les postes de grosses entreprises internationales pour revenir à Saint-Martin.

« **Saint-Martin est l'amour de ma vie. Mon cordon ombilical y est enterré !** »

Dans son cœur et dans sa tête, elle est toujours la petite saint-martinoise qui veut voir grandir son île. Mais la jeune fille timide a quitté sa chrysalide. Elle revient en 1995 juste avec le cyclone Luis. S'il fallait encore se forger le caractère ce fut chose faite car l'heure était à la réorganisation, au nettoyage, à la distribution de denrées. Naturellement elle prend les choses en mains. Vingt-deux ans plus tard l'histoire se répètera et à nouveau elle sera là pour aider son prochain. Les épreuves ne font que conforter l'amour qu'elle porte à l'île et à sa population aux couleurs et cultures différentes et à cet esprit si particulier qui l'anime. Des spécificités qui font que Saint-Martin est ce qu'elle est avec une vraie identité, qu'elle aimerait que l'on reconnaisse. C'est l'un de ses chevaux de bataille tout comme le développement de l'embauche locale, la consolidation du tissu économique et tout ce qui peut rendre Saint-Martin encore plus attractive et plus forte.

**Optimiste et croyante**

Elle envoie des SMS au milieu de la nuit, pour le travail ou à ses amis, rédige ses courriers entre deux réunions, défend les intérêts de Saint-Martin sur le territoire ou à Paris, mais en aucun cas ne sacrifie une réunion familiale ou une demande d'aide. Cette dualité entre femme d'affaires et femme de cœur peut surprendre, mais elle a cette qualité rare de savoir cloisonner l'instant et de porter son attention, intensément, sur chaque chose qu'elle fait. Quand on lui en fait la remarque, elle rétorque qu'il est impensable de vivre à St-Martin sans avoir cet amour de l'autre, sans vouloir redonner aux autres un peu de ce que l'on a gagné. Un amour qu'elle donne aussi sans compter à sa famille, sa tribu, qui est depuis toujours son moteur et son soutien. « Le bonheur se trouve dans les choses les plus simples », résume-t-elle, « un sourire ou un arc-en-ciel pour me rappeler qu'il y a la vie après la tempête ».



# « On fait la différence **en montrant,** pas en disant »

Première Saint-Martinoise diplômée de Sciences Po Paris, **Junisa Gumbs** est aujourd'hui directrice de cabinet à la COM. Mais elle est aussi maman de deux enfants. Inspirant, son parcours est celui d'une femme qui n'a jamais baissé les bras.

Texte Lise Gruget

« Je ne savais pas que c'était impossible donc je l'ai fait. » C'est ainsi que Junisa Gumbs s'amuse à résumer son parcours atypique. Première du territoire à être diplômée de Sciences Po, elle est aussi la première Saint-Martinoise à recevoir le Prix du talent d'Outre-mer en 2016. Son expérience professionnelle l'a conduit du privé vers la Maison de Saint-Martin à Paris dès 2014, jusqu'au poste de directrice de cabinet à la Collectivité de Saint-Martin. À 34 ans, elle exerce donc « un rôle de chef d'orchestre » entre le Président Louis Mussington, son équipe politique et l'administration.

## « Sciences Po ou rien »

« La particularité de mon parcours, celle qui impressionne un peu, c'est que j'ai fait tout ça en tombant enceinte après mon bac », confie, un peu gênée de se mettre en avant, celle qui est aujourd'hui maman de deux enfants de 15 et 4 ans. Un exploit qui tient aussi au fait que comme beaucoup de jeunes saint-martinois, elle a grandi dans une famille monoparentale modeste où l'on ne parle pas français et dont elle est la première diplômée... Le désir de s'extirper de sa condition la pousse à réussir le concours d'entrée ZEP de Sciences Po en 2007, soutenue par le proviseur de son lycée et ancien président de la Collectivité, Frantz Gumbs, « mon mentor ». Elle obtient le droit de repousser son départ d'un an, met son fils au monde et prend la décision la plus difficile de sa vie : le confier à sa mère pour partir poursuivre ses études.

## Un sacrifice payant

« J'ai fait Sciences Po sans vraiment comprendre l'ampleur d'une telle institution. C'est l'idée d'obtenir une bourse, de sortir de mon foyer et de pouvoir proposer à mon enfant un autre moyen de vivre en lui ouvrant la possibilité de faire des choix dans sa

vie que je n'ai pas eus, qui ont été mes plus grandes sources de motivation. » Bien qu'elle porte encore le poids de ce sacrifice, elle n'a aucun regret. « J'ai été mal vue par beaucoup, admirée par d'autres, et pas du tout comprise par certains. Je ne souhaite cela à personne. J'en suis sortie sans thyroïde et cela m'a valu pas mal de séances de psychothérapie. Mais c'était un mal pour un bien. Cela a forcément eu des conséquences sur mon fils aussi, mais aujourd'hui il comprend pourquoi j'ai pris une telle décision. » Après l'obtention de son diplôme elle récupère son fils et commence alors une nouvelle vie parisienne où elle doit jongler entre sa vie professionnelle et celle de mère célibataire. « Je ne compte plus le nombre de fois où il a dû visiter le ministère des Outre-mer », ironise-t-elle.

## Le souci de l'exemplarité

Junisa Gumbs incarne l'absence de fatalité : « quel que soit son milieu et même si on a un enfant à 19 ans, on peut s'en sortir parce que la France nous le permet ». Rapidement, elle s'engage pour que les jeunes de Saint-Martin aient de telles opportunités, qu'ils puissent étudier en métropole et revenir, s'ils le souhaitent, pour combler les besoins de compétences du territoire. Elle même nourrit l'envie de rentrer depuis longtemps et l'occasion se présente fin 2020 : elle devient chargée de mission du dispositif Cadre Avenir et pilote le GEPECT (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences). Un poste sur mesure, conforme à son parcours et à ses convictions personnelles. Source d'exemplarité à elle seule, Junisa encourage la jeunesse à se réaliser. Et la jeune femme de citer Michelle Obama : « la seule limite à la hauteur de vos réalisations est la portée de vos rêves et votre volonté de travailler dur pour les réaliser ». Comme elle ? Elle sourit, « c'est un chemin, rien n'est terminé, d'autres jeunes viendront, je saurai laisser ma place. Je poursuivrai ma route, pourquoi pas en Australie ? »

# Le saumon qui nage **à** **contre-courant**

Avocate hyperactive, **Sandrine Jabouley-Delahaye** s'est forgée une destinée. Pour elle, Saint-Martin n'est pas ce que l'on voit, mais ce que l'on ressent. Elle veut le faire entendre jusqu'à Paris.

Texte Ann Bouard - Photo Thomas Proust

Sandrine a 23 ans lorsqu'elle prend un avion long-courrier pour la première fois, destination Saint-Martin. Sur le tarmac de Juliana, une petite voix lui murmure « Welcome Home ». Elle y reviendra chaque année pour les vacances jusqu'au jour où, sur un coup de tête, elle annonce à son patron qu'elle démissionne pour partir y vivre. Elle pose ces valises, enceinte, le 17 janvier 1997.

Du barreau de Lyon où elle est avocate spécialisée dans le droit du travail et de la sécurité sociale, elle intègre celui de Guadeloupe, à une échelle alors plus humaine et s'y fait vite une place. Pour Sandrine, les couleurs ici ne sont pas celles des continents et aujourd'hui encore elle continue à s'émerveiller chaque jour. La mer l'apaise et la ressource. À tel point que rien ne peut déroger à sa matinée du dimanche où elle cuisine... face à la mer ! Elle comprend vite que chaque île est différente ; elle apprend et s'adapte selon la culture, la philosophie de vie et la manière de penser de son interlocuteur. Elle se fait sa clientèle sur l'île, à Saint-Barthélemy, en Guadeloupe... mais Irma va marquer un tournant.

## Confetti

Elle s'aperçoit que vu de Paris ce petit confetti au milieu de l'océan n'est que peu considéré. Et cela la met en colère. Elle réfléchit aux solutions, se fixe des objectifs précis. Extrêmement timide, elle se met dans une bulle pour faire abstraction de l'auditoire et réussit la métamorphose pour s'investir corps et âme dans la défense du territoire, pour que les spécificités de Saint-Martin

soient reconnues. Il faut dire que dans les sphères politiques, on l'écoute car elle ne mâche pas ses mots. Sandrine est intelligente et sait que seule elle ne peut y arriver. Elle s'appuie sur de solides soutiens, lie des amitiés sincères, fait du lobbying et met tout en œuvre pour sauver entreprises et emplois. Elle apprend comment rédiger un amendement, à donner un avis sur une loi, négocie les couvertures sociales, se bat pour le financement du CESP (le Contrat d'engagement de service public), se prend la tête avec le premier ministre de l'époque... mais Maître Jabouley ne lâche rien. Elle obtient du gouvernement des avancées pour l'île. Les autorités locales la soutiennent.

## Femme à mission

En 2018, Angèle Dormoy lui demande d'être conseillère technique pour la CCISM pour informer les chefs d'entreprises. La même année, elle est désignée comme personne qualifiée par le Ministère de l'outre-mer pour le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC). Se battre pour défendre le tissu économique Saint-Martin est devenu sa vie. La crise Covid n'aura fait que confirmer son engagement, elle met à jour les documentations, anime le guichet unique, fait des études, propose des solutions, car elle estime que le rôle de l'avocate ne s'arrête pas au tribunal. Elle poursuit une mission, défaire les idées reçues et démontrer qu'il y a ici des techniciens et des compétences, que « l'île peut devenir un territoire pilote ». Parole d'une immigrée apatride, éperdument saint-martinoise, qui dit avoir une certitude : « c'est ici que je finirai ma vie ».





# Les pieds sur terre

**Maria et Angeline Laurence**, une mère et sa fille partagent leur temps, un engagement et une vision pour l'agriculture du territoire.

Texte Ann Bouard - Photo Thomas Proust

Dans un milieu rude par nature, elles sont deux femmes à vouloir faire évoluer l'agriculture : Maria, venue à l'agriculture sur le tard, aujourd'hui gérante de la coopérative Sicasmart et Angeline immergée depuis le plus jeune âge dans l'univers de Rockland Farm, la ferme sur laquelle elle veille désormais. Mère et fille partagent une même complicité et un même enthousiasme pour leur métier et pour la vie. Deux femmes très indépendantes mais qui savent qu'elles peuvent s'appuyer l'une sur l'autre pour transmettre cet héritage agricole.

## **Maria, l'agriculture par amour**

Née à Aruba, Maria y a fait toutes ses études. À 18 ans, elle épouse Rex Allen Laurence avec qui elle aura cinq enfants. Une vie familiale bien remplie, un job dans une banque, puis dans une société de bateaux charters, mais Maria n'en oublie pas pour autant ses origines. Avec un grand-père maternel et un oncle agriculteurs, à chaque vacance le travail à la ferme allait de soi. En épousant Rex Allen, lui aussi rattrapé par son héritage familial et reconverti dans l'élevage des chèvres, des moutons et des bovins, elle renoue avec l'agriculture. Après le décès de son mari, Maria décide de reprendre le flambeau et de s'impliquer à 100 % dans l'agriculture ... avec l'aide indispensable d'Angeline, la seule de la fratrie à avoir été à l'école française et qui, dans certaines situations, passe au-dessus de la barrière de la langue, ce dont Maria est très fière.

## **Angeline, l'agriculture par héritage**

Mon père m'a toujours dit « si tu veux changer quelque chose, fais le toi-même ». « Je voulais, après Irma, que l'agriculture prenne une place plus importante. La population avait du mal à se connecter avec les politiciens, de mon côté je ne voyais aucune proposition pour défendre mes valeurs, la jeunesse ou l'agriculture. Il fallait donc que je le fasse moi-même ». Constats faits, Angeline se lance dans la campagne 2022 aux côtés de Jules Charville et débute sa carrière politique dans

l'opposition. Sa voie est désormais entendue dans certaines commissions, mais elle veut aller encore plus loin pour le développement de l'agriculture, tout en étant consciente que son jeune âge lui accorde le temps nécessaire pour acquérir la sagesse qui sied à ceux qui prennent les décisions. Un temps de réflexion qu'elle s'accorde aussi pour la ferme, en pleine mutation ; suite à la sécheresse de 2020-2021 et à la fermeture de l'abattoir, le troupeau est passé de 90 à 40 têtes. Avec le changement climatique, la question se pose pour Angeline de passer peut-être à un autre mode d'agriculture ?

## **Une organisation sans faille**

Mère et fille mènent leurs affaires indépendamment mais savent que l'une peut toujours compter sur l'autre. Tout est étonnamment fluide, mais cela n'est en rien dû au hasard. Elles ont un planning commun, communiquent beaucoup et sont très organisées. Pour Maria, qui, à 72 ans, avoue "apprendre encore tous les jours", ce n'est pas dans son caractère de se plaindre, elle préfère utiliser son énergie pour trouver une solution à chaque chose y compris dans les modes de communication. Une culture de l'action que partage de fait Angeline, engagée sur la ferme (avec l'aide de son frère), la gestion du patrimoine familial, la politique et une vie de famille bien remplie avec deux (et bientôt trois) enfants.

Leur moteur ? « Que l'on porte plus d'attention à l'agriculture, sans attendre les crises pour penser à la production locale », cite l'une et « que l'on transmette aux jeunes générations ce savoir-faire », complète la seconde. Une histoire familiale qu'elle veut transformer en horizon commun pour St-Martin.

# Celle qui porte haut les couleurs de l'événementiel

Depuis six ans, **ID-EVENT SXM** se démarque par la qualité de ses prestations et la réactivité sans faille de sa dirigeante Béatrice Potony. Une cheffe d'entreprise accomplie qui "ne lâche rien" dans la vie comme au service de ses clients.

Julie VdeW - Photo Lou Denim

## ID-EVENT SXM qu'est-ce que c'est ?

L'agence a été créée il y a 6 ans. C'est une société de communication classique que nous avons orientée depuis l'année dernière vers la création vidéo et digitale pour les entreprises sur les réseaux sociaux. ID-EVENT SXM comprend aujourd'hui une partie "communication" et une partie "événementiel". Concrètement, l'agence permet d'accompagner les professionnels dans toutes les étapes de l'organisation d'un événement, grâce à des prestations sur mesure et livrées clés en main.

## Quels sont vos clients ?

Que ce soit à destination de grands ou de petits groupes, d'entreprises, de collectivités, d'associations ou encore d'institutionnels, nous répondons à toutes les demandes et nous nous adaptons aux profils des participants.

## Quels types de prestations proposez-vous ?

En tant que professionnel de la communication digitale et de l'événementiel nous mettons en œuvre toutes nos compétences pour créer de A à Z : des séminaires d'entreprise, des salons grand public et professionnels, des inaugurations, un événement pour le lancement d'un nouveau produit ou encore pour des événements d'entreprise sur-mesure. Nous gérons toute la partie logistique inhérente à l'événement, il peut s'agir par exemple de la location de matériel, d'un chapiteau, d'un pupitre ou d'une scène.

Et d'autre part, nous gérons la communication digitale, c'est-à-dire la communication de l'événement sur les réseaux sociaux et commercialisation du salon, notamment pour trouver des exposants. Par exemple, nous avons organisé le SOFM, Salon de l'orientation de la formation et des métiers en Guadeloupe et le SOME, le salon de l'orientation et de la mobilité de l'étudiant à SAINT-MARTIN. Nous avons organisé le village de la marina

de Bas du Fort en Guadeloupe lors de la Route du Rhum pendant 15 jours.

## En tant qu'agence, quel est votre positionnement ?

Il nous tient à cœur de donner plus de valeur ajoutée au projet du client. Nos partenaires et clients sont très fidèles car, même si j'ai un cahier des charges défini, je vais aller beaucoup plus loin. Je donne toujours plus de valeur ajoutée à ma mission. Nous sommes capables de sortir du périmètre et d'apporter plus d'expérience. Nous sommes appréciés pour cela et car nous sommes rigoureux et réactifs.

## Quelle est votre philosophie en tant que cheffe d'entreprise ?

Je ne lâche rien et je vais toujours au bout de la mission. Je fais partie des gens qui n'aiment pas perdre. Tous les clients sont des clients très importants pour moi, tous les contrats sont traités de manière égale. Je dis toujours à mon équipe : « il n'y a pas de petit contrat, il n'y a pas de petit client ».

## En période de crise, il est fréquent que la communication souffre des tensions du marché. Comment, votre structure sort-elle son épingle du jeu ?

Grâce à la réactivité ! Les clients nous le disent, « j'aime travailler avec vous parce qu'on peut compter sur vous ». Ensuite ID-EVENT SXM c'est aussi une vision. Quand un client vient me voir pour monter un projet, je vais plus loin pour donner une dimension plus importante et prendre de la hauteur sur le projet.

## Quelles sont les actualités de la société ?

Au niveau des ressources humaines, l'agence ID-EVENT SXM repose sur une équipe expérimentée et je viens d'embaucher une nouvelle jeune, chargée de projet, Saint-Martinoise.



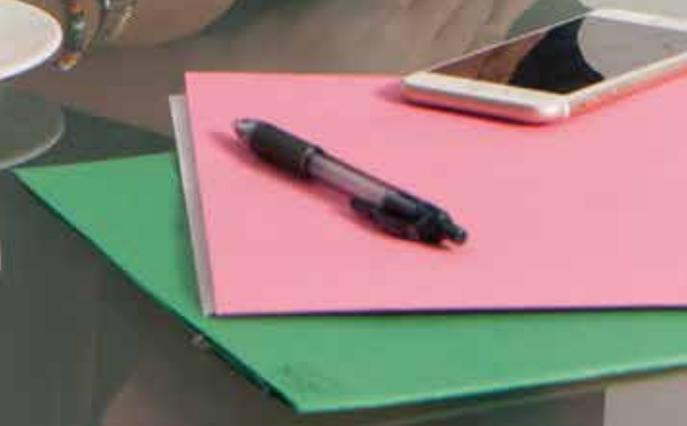
Je fais partie  
des gens qui  
n'aiment pas  
perdre ”

*Béatrice Potony,  
directrice de ID-EVENT SXM*





Ce qui fait progresser  
les salariés,  
fait progresser  
l'entreprise et plus  
globalement  
le territoire ”



# “Chaque année nous créons **trois à quatre emplois**”

En 25 ans, l'opérateur de téléphonie a grandi. **Dauphin Telecom** connaît un développement exponentiel qui l'oblige à se structurer en permanence. Ève Riboud a fait du recrutement et de l'emploi local une de ses priorités. Interview.

Texte Ann Bouard - Photo Lou Denim

**À la création vous étiez 3, aujourd'hui vous êtes 100. Est-ce que cela change le management des équipes ?**

**Ève Riboud, directrice générale de Dauphin Telecom :** La nature même de notre métier nous amène à nous développer et à nous structurer au fur et à mesure des nouveaux défis technologiques. Nous avons décidé d'engager une RH le jour où nous aurions 100 collaborateurs. C'était il y a trois ans déjà et chaque année nous continuons à nous développer et créons entre trois à quatre emplois, souvent qualifiés et non délocalisables, mais nous restons malgré tout à échelle humaine. Nous avons opté pour une stratégie de management horizontal. Notre comité de direction a été étendu pour que tout le monde soit au fait des décisions stratégiques de l'entreprise et y prenne part. À plusieurs têtes, on réfléchit mieux !

**Avez-vous des obligations de recrutement ?**

Lors du lancement du projet Tintamarre, en contrepartie de la prise en charge de l'enfouissement, l'État a demandé aux prestataires de s'engager via la signature d'une charte pour la mise en œuvre de dispositions “en faveur de l'inclusion, de l'insertion professionnelle et de l'emploi”. En tant qu'opérateur saint-martinois, nous avons tenu l'engagement, signé une convention d'insertion avec la Préfecture et embauché une personne en Service civique en tant qu'agent du numérique. Mais nous avons un libre arbitre pour recruter nos collaborateurs via d'autres filières.

**Face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée, recruter local est-il une gageure ?**

Il y a effectivement une pénurie d'ingénieurs au niveau mondial et Saint-Martin ne fait pas exception à la règle. Cependant, on note une nouvelle tendance, certainement due au Covid : les diplômés reviennent sur le territoire. Nous avons ainsi recruté

un juriste qui a fait sa scolarité à Saint-Martin et a choisi de rentrer, ainsi qu'une cheffe de projet marketing en 2022. Nous avons aussi la chance d'avoir une section électrotechnique au lycée professionnel, avec des formations très polyvalentes, qui constitue un vivier pour le recrutement. Nous soutenons d'ailleurs fortement la mise en place d'un plateau technique de tirage de fibre afin de proposer un module de formation spécifique « Fibre Optique » à la formation initiale MELEC (Métiers de l'électricité et du numérique et de ses environnements connectés).

**Soutenir l'emploi local est une priorité ou nécessité ?**

Sur chaque territoire nous mettons tout en œuvre pour favoriser les compétences locales. C'est à la fois une priorité économique et une nécessité pour recruter localement au sein de l'entreprise, quitte à intervenir très en amont. Nous accueillons en stage des collégiens de 3e ou des lycéens de filière Commerce ou encore des étudiants en BTS « Négociation et Relation Client ». De la même manière nous avons embauché deux installateurs réseau fibre à l'issue de leur formation par le Centre Guadeloupéen Formelec, via Fore IDN, engagé une alternante saint martinoise en formation MIAGE de l'Université des Antilles Guyane et avons des stagiaires en formation MELEC. On les aide à monter leur dossier, à valider leur expérience, à obtenir leur diplôme. Les jeunes aujourd'hui en ont assez des contrats d'insertions. Ils veulent avoir des emplois reconnus et officialisés avec un diplôme pour une meilleure rémunération. Nous avons également fait le choix d'accompagner nos salariés afin de leur offrir la possibilité d'obtenir la validation de leurs acquis, d'évoluer et ainsi pallier la difficulté de recruter pour certains postes. Ce qui fait progresser les salariés, fait progresser l'entreprise et plus globalement le territoire.

# Coup de projecteur sur **l'entrepreneuriat** au féminin

L'événement national **Be a boss** valorise et récompense les femmes qui entreprennent. Il se tient pour la cinquième année dans nos régions et met en lumière des projets innovants venus de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Texte Adeline Louault – Photo Lou Denim



*Laëtitia Christophe, directrice générale de LAÉ - Claudy Lombion, directrice de Dylis Communication et déléguée régionale Be a boss - Isabelle Duplessis, fondatrice de Nessens*



L'essentiel est que  
le projet présenté  
soit innovant et  
exportable”

Conçu pour stimuler et asseoir l'ambition entrepreneuriale, le « Be a boss Tour » permet aux femmes porteuses de projet ou entrepreneures depuis moins de 5 ans de faire connaître leur business, d'affiner leur stratégie et de développer leur réseau. Be a Boss est un forum de rencontres et d'échanges avec des experts de l'entrepreneuriat mais c'est aussi, pour les plus audacieuses, un concours. « Les “Be a Boss Awards” sont ouverts à toutes les femmes, quels que soient leur secteur d'activité et leur âge ! L'essentiel est que le projet présenté soit innovant et exportable », précise Claudy Lombion, directrice de Dylis Communication et déléguée Be a Boss aux Antilles-Guyane. Tech, écotourisme, agroforesterie, service à la personne ou prévention, les domaines représentés se distinguent par leur grande diversité.

### Objectif podium

80 à 100 dossiers, à déposer en ligne, sont attendus. Le jury, composé d'une cinquantaine de partenaires (institutionnels, privés, associations, incubateurs, réseaux professionnels, etc.), présélectionne 7 projets pour chacun des 5 territoires. Les candidates retenues présenteront leur idée ou activité lors de la demi-finale qui se tiendra dans leur région de résidence. « 2 porteuses de projet sont élues par territoire ; 10 femmes au total se retrouveront pour la finale régionale en Guadeloupe à l'issue de laquelle deux lauréates seront désignées pour défendre leur concept à Paris pour la finale nationale. » La délégation régionale Be a boss, qui prend en charge le transport et l'hébergement des demi-finalistes et finalistes, espère un podium. « Nous nous en approchons un peu plus chaque année ! » Les 3 lauréates nationales recevront 30 000 € d'espaces publicitaires, une campagne de communication sur Sud radio et 42 000 € pour sécuriser les données et digitaliser l'activité de leur entreprise.

## DATES À RETENIR

Clôture des candidatures : **5 mai 2023 à minuit**  
Pré-sélection Guadeloupe : 26 mai 2023  
Pré-sélection Guyane: 31 mai 2023  
Pré-sélection Martinique : 2 juin 2023  
Pré-sélection Saint-Barthélemy : 8 juin 2023  
Pré-sélection Saint-Martin : 9 juin 2023  
Finale Antilles-Guyane : **29 juin 2023 à Zenitude Hôtel Résidences - Le Salako au Gosier (Guadeloupe)**  
Finale nationale : 22 septembre 2023 à Paris

## LAURÉATES 2022

**Isabelle Duplessis, gérante de Néssens** qui est une gamme naturelle d'hygiène et de soins pour enfants, conçue à partir de matières premières locales. « La participation au concours Be a boss m'a permis de vaincre ma timidité et d'affiner mon projet qui était encore au stade de l'ébauche. La visibilité offerte par l'événement est indéniable : les portes s'ouvrent, le réseau s'étend, les dossiers de demandes de subvention avancent ! J'ai pu accéder plus facilement à certains distributeurs pour ma marque et recruter une commerciale qui m'a contactée suite au concours. »

**Laetitia Christophe, directrice générale de LAÉ** qui est une application qui coordonne le retour à domicile des patients après hospitalisation. « Be a boss était un challenge personnel : dans le milieu des startups et de l'innovation, il faut pitcher continuellement. Participer au concours permet de s'exercer à grande échelle et d'être prêt face à ses prospects. J'évolue dans la Medtech, un secteur où les femmes sont sous-représentées. Be a boss nous offre la chance de rencontrer d'autres entrepreneures et de nous nourrir de leurs expériences. Cela crée une émulation très enrichissante. J'incite toutes les femmes à tenter l'aventure : Si je l'ai fait, pourquoi pas toi ? »

# BOÎTE À OUTILS

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#startup

## Boîte à idées

Pour ceux qui souhaitent entreprendre et qui ne parviennent pas à trouver LA bonne idée, la newsletter mensuelle Magma se donne pour mission de détecter des signaux faibles porteurs. Tendances émergentes, besoins créés par de nouveaux usages et technologies : quelle que soit la thématique, les sujets sont creusés pour fournir des idées de création de startup à fort potentiel.

[themagma.co](https://themagma.co)

#rédaction

## Jouer avec les mots

À l'ère du marketing de contenu, la rédaction demeure une compétence essentielle pour se vendre et promouvoir une offre ou un service ; de la création d'articles à la mise en place d'une newsletter, en passant par les podcasts et vidéos. Copywrong to copywriter est un petit guide efficace pour apprendre à bien manier les mots et concevoir des textes percutants.

[Copywrong to copywriter](https://copywrong.com)

#ressources

## Marque-page digital

Vous lisez beaucoup d'articles en ligne, de newsletters, d'e-books et devez jongler entre plusieurs sources d'info ? Readwise permet de regrouper vos newsletters préférées et les flux RSS des médias suivis, depuis une unique plateforme. Les contenus peuvent alors être classés à l'aide de labels. Il est également possible de surligner et conserver les passages que l'on souhaite garder en tête.

[readwise.io](https://readwise.io)

#télétravail

## À l'écran comme au bureau

Avec la généralisation du travail hybride, s'équiper des bons outils pour collaborer peu importe sa localisation est devenu une nécessité. Remoteless est un bureau virtuel permettant de brainstormer, de stocker des documents partagés, d'organiser des réunions et surtout, de faciliter les échanges informels entre collègues, si difficiles à recréer à distance.

[remoteless.io](https://remoteless.io)



VILLAS DE LUXE & D'EXCEPTION

**Laurence WERNER** • Votre conseillère en immobilier  
Spécialiste Prestige en Guadeloupe

P. 0690 07 15 34 • [laurence.werner@capifrance.fr](mailto:laurence.werner@capifrance.fr)  
[www.capifrance.fr/conseillers/laurence.werner](http://www.capifrance.fr/conseillers/laurence.werner)

**capifrance**  
LUXE & PRESTIGE



# Cap sur l'agriculture durable

Loin d'un effet de mode, l'agriculture durable est au cœur d'un plan d'actions pour le territoire, conçu et construit par **la Direction de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (DAAF)**. Explications

Propos recueillis par Lise Gruget - Photo Thomas Proust



Anecdote comparée au volume de produits importés, la production locale à Saint-Martin a bien un large potentiel devant elle. La DAAF parle ainsi de « développer une agriculture locale de qualité et respectueuse de l'environnement », par des actions de promotion, d'accompagnement, de professionnalisation et de structuration des filières. Une fois établi, comment ce Plan territorial de l'agriculture durable (PTAD) de Saint-Martin, divulgué en mars 2021, peut-il s'incarner ? Mikhaïl Pantchichkine, qui vient récemment de prendre ses fonctions en tant qu'adjoint du chef d'unité à la DAAF de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, nous dessine les contours du projet de l'État et de la Collectivité sur la question agricole.

**Le PTAD rappelle que l'économie de l'île jadis centrée sur l'agriculture et la production locale (coton, canne, tabac, indigo, marais salants...) se caractérise aujourd'hui par la prépondérance du secteur tertiaire regroupant 60 % des entreprises et 81,8 % des emplois (2015) et résolument tournée vers le tourisme. Dans ce contexte, le secteur agricole représente une part marginale de l'activité économique et de la surface du territoire. Est-il possible de chiffrer cette part ?**

Saint-Martin n'échappe pas à la règle. La réalité et la diversité de l'activité agricole sur un territoire donné sont conditionnées par un contexte économique, la disposition de moyens techniques et humains, ainsi que les caractéristiques agro-environnementales et pédoclimatiques (liée au climat interne du sol, nldr). Or le contexte économique a bien évidemment fortement évolué depuis cette époque et les objectifs de développement, qui justifiaient jadis de tirer absolument avantage du secteur agricole, sont atteints désormais via d'autres activités sur le secteur tertiaire notamment. L'activité agricole est aujourd'hui fragilisée par la pression foncière, la limitation en eau et l'internationalisation des échanges.

Selon l'INSEE, le secteur de l'agriculture représentait 0,3 % de l'emploi à Saint-Martin en 2016. Les terres classées en zone agricole représentent 305,95 ha de surface soit 6 % du territoire et la SAU est évaluée à 267,75 ha, constituée essentiellement de pâturages.

La part limitée de l'activité agricole n'est toutefois pas tant à rapprocher avec les chiffres de l'économie de l'île, mais davantage avec les objectifs de maintien d'une forme d'autosuffisance alimentaire. À cette fin, l'État s'engage et défend des aspects stratégiques comme le maintien de l'ouverture de l'abattoir pour la filière viande. Des investissements dans les exploitations et les outils de transformation sont favorisés par les subventions provenant du FEADER, mais également de programmes nationaux ou de la Collectivité.

**Combien d'exploitations agricoles sont aujourd'hui recensées à Saint-Martin ? À combien estimez-vous le nombre d'exploitations informelles ?**

Selon l'étude Agreste de 2020, on recense officiellement 36 exploitations à Saint-Martin, ce qui ne peut bien sûr témoigner de la dimension et de l'importance de l'agriculture pour le territoire de Saint-Martin et ses habitants. L'agriculture informelle est bien évidemment difficile à chiffrer et nécessiterait une étude spécifique. Il faut distinguer dans l'agriculture informelle la part qui est une activité non professionnelle destinée souvent à l'autosubsistance et celle qui correspond à une activité non déclarée et hors des exigences administratives et sanitaires. Aussi, l'État est déterminé à accompagner dans la mesure du possible ces productions sur la voie de la régularisation mais veille aussi à effectuer des contrôles pour maîtriser le risque sanitaire et garantir le respect du bien-être animal. En cohérence avec le PTAD, l'État vise à maintenir une production locale qui puisse s'inscrire dans le cadre réglementaire et bénéficier pleinement des instruments financiers et techniques d'accompagnement.

### **Le rapport liste les atouts de l'agriculture de Saint-Martin. Quels en sont les principaux et comment les mettre en avant ?**

Le PTAD fait état, à juste titre, d'une assez faible utilisation de produits phytosanitaires, ce qui peut en principe permettre de valoriser les produits et de labelliser les exploitations. L'agriculture extensive s'applique davantage à l'élevage de bovins, ovins et caprins. Il est vrai que cela peut également valoriser l'image et permettre d'être moins dépendants d'alimentation importée. Mais il faut également noter qu'il existe une pression foncière importante sur les espaces agricoles et que l'élevage extensif (avec une faible densité par hectare d'animaux) a plutôt tendance à reculer au profit justement de productions plus intensives en surface. Un atout important de l'agriculture à Saint-Martin est la visibilité du territoire et son attractivité touristique. Plutôt que de restreindre l'activité agricole par un transfert vers le secteur tertiaire, ce contexte peut nous permettre de viser l'amélioration d'une rencontre entre la production agricole de qualité et ces consommateurs qui ont également envie de découvrir ce qui se fait localement. Il faut créer davantage de rituel autour de l'achat de produits avec des espaces et des cadres dédiés, qui manquent encore sur le territoire et que l'État souhaite développer.

### **Selon ce même rapport, les obstacles au développement de l'agriculture locale seraient, entre autres : la diminution du nombre de surfaces agricoles disponibles, la difficulté de l'accès à l'eau, les surcoûts de production liés à l'obligation d'importer fourrages et autres denrées. Qu'est-ce qui est mis en place et que reste-t-il à mettre en place pour y remédier ?**

Il faut continuer à travailler main dans la main avec la Collectivité pour garantir des espaces agricoles et même développer ces derniers pour donner des possibilités d'installation avec des projets innovants en phase avec les attentes en termes de consommation. La question de l'eau est évidemment cruciale sur le territoire. L'État, aux côtés de la Collectivité, travaille à de nouvelles solutions adaptées pour sécuriser l'approvisionnement des exploitants. Des réflexions sont en cours concernant les projets de captage. Les réserves d'eau souterraine sont minces et pour des raisons techniques, les puits n'offrent bien souvent que des possibilités limitées à Saint Martin. Il faut également noter que le territoire fait face à plusieurs espèces envahissantes qui nuisent aux récoltes et aux élevages. Sur ce sujet aussi, les services de l'État sont engagés sur le suivi et la recherche de solutions pour réduire cette pression sur les productions des agriculteurs. L'importation d'aliments peut bénéficier dans certains cas d'aides et nous travaillons à ce que soit le cas le plus souvent possible. Toutefois, il faut également réfléchir et envisager toutes les solutions techniques permettant de s'approvisionner localement en fourrages.

### **Parallèlement, l'engouement des consommateurs (particuliers et restaurateurs) pour les productions locales et le circuit court semble croissant, pourtant le marché ne compte pas de producteurs. Comment favoriser le développement de cette consommation locale (transformation, points de vente...) ?**

Il faut travailler à la rencontre entre les producteurs et les consommateurs qu'ils soient touristes, résidents temporaires ou habitants permanents de Saint-Martin. Cela passe par des concertations et des échanges avec les bouchers, les restaurateurs mais également des distributeurs. Des solutions sont à identifier et à développer pour segmenter l'offre visuellement et valoriser également l'information de l'origine des produits. Plusieurs restaurants et points de vente mettent déjà en avant ces caractéristiques et nous allons poursuivre cette démarche afin d'offrir des perspectives de débouchés aux exploitations.

### **Est-il par ailleurs prévu de développer l'offre en formation locale pour encourager les jeunes à se tourner non seulement vers les métiers agricoles mais aussi vers leur transformation ?**

La formation et le travail des jeunes de Saint Martin constituent des enjeux majeurs dans l'agriculture et dans les autres domaines d'activité également. Plus encore que pour les autres métiers, l'enjeu est de taille pour l'agriculture et l'État veut offrir à la fois un accompagnement et des perspectives. Des moyens seront disponibles sur le programme FEADER pour financier conseil et formation. Bien évidemment, nous travaillons aussi de concert avec la Collectivité et la CCISM pour que cet accompagnement soit le plus complet possible et couvre les différentes situations et projets d'installation. Les métiers de transformation sont associés à la même logique car ce sont les filières qui doivent être soutenues et renforcées.

### **Enfin, et de façon plus globale, sur un territoire où la grande majorité des produits consommés sont importés, comment améliorer la part de la production locale et de la consommation locale ?**

En synthèse, les actions et dispositifs précisés précédemment visent en effet tous à donner plus de place à la production et à la consommation locale, en cohérence avec les objectifs et les orientations décrites dans les PTAD. Il est indispensable de veiller à harmoniser les démarches et à agir sur tous les leviers. Les filières doivent être accompagnées de l'amont à l'aval, "de la fourche à la fourchette" comme il est coutume de dire. Sans avoir la prétention de bouleverser complètement les modes d'approvisionnement, l'État se veut résolument engagé à permettre une progression des produits locaux de qualité dans les habitudes de consommation à Saint-Martin.

## DÉFINITION

### Le PTAD, un objet de planification

Le plan territorial de l'agriculture durable (PTAD) est prévu pour que l'agriculture française et le secteur agro-industriel répondent aux enjeux des défis alimentaire, environnemental et territorial.\*

- Issu d'une réflexion collégiale, il fixe les grandes orientations de la politique agricole et agro-alimentaire à Saint-Martin en tenant compte des spécificités.
- Le suivi de la mise en œuvre est assuré par le comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA), qui en établit un état des lieux annuel.
- À travers le PTAD, l'État affirme son soutien fort à l'activité agricole en présentant une vision à long terme, assurant notamment l'exercice de l'autorité de gestion du fonds européen FEADER à compter de 2024.

\*La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche et le décret n°2011-531 du 16 mai 2011 introduisent le plan régional de l'agriculture durable qui doit être approuvé par un arrêté du préfet de région.

# L'agriculture trouvera-t-elle sa place ?



Sous le règne du “tout tourisme”, la production agricole locale a longtemps fait figure de parent pauvre de notre économie. Un changement de cap est amorcé et le chemin reste à tracer.

Texte Ann Bouard - Photo Thomas Proust

Victimes de la pression de l'urbanisation, les espaces agricoles ont longtemps subi un phénomène d'érosion, qui a pu amplifier l'impact des aléas naturels. Aussi, après le passage d'Irma, la Collectivité avait formulé le vœu de sortir du “tout tourisme” pour développer l'agriculture et tendre vers plus d'autonomie alimentaire. Cinq ans plus tard, quelles perspectives pouvons-nous tracer ? Entretien avec Julien Gumbs, animateur de la coopérative Sicasmart qui a pour but l'organisation de filières, de la production à la commercialisation.

## Où en est l'agriculture à Saint-Martin ?

Dans toutes les îles de la Caraïbe, l'agriculture se développe et elles se soucient à trouver des débouchés pour leur produits. À Saint-Martin le marché existe, mais il y a peu de production car les agriculteurs sont confrontés à un manque d'aides financières, d'outils de production et de soutiens politiques. 42 exploitations étaient recensées en 2020, soit environ 228 hectares, mais leur nombre ne cesse de diminuer, par découragement et manque de volonté politique. Saint-Martin est toujours classé comme un territoire rural alors que plus de la moitié des surfaces sont non agricoles.

## Ce foncier est-il réellement le premier frein ?

Le problème de l'absence d'administration volontariste dans les années 60-80, l'émigration massive de l'époque

ont accentué la pratique de l'occupation du foncier familial aboutissant à un nombre impressionnant d'indivisions avec impact sur le développement en général et l'agriculture en particulier. Aujourd'hui, les titres de propriété en bonne et due forme font défaut et limitent l'exploitation du foncier. Les agriculteurs ont du mal à faire valoir leur droit tant pour l'enregistrement que le montage de dossiers et l'obtention d'aides. Sur les six éleveurs bovins, officiellement enregistrés, deux sont en cessation d'activité. Ils ne tirent pas assez de revenus de leurs exploitations ne serait-ce que pour équilibrer l'activité.

## Qu'en est-il de la production végétale ?

Depuis quatre à cinq ans, on note effectivement une émergence du végétal, même si ce sont principalement des micro-productions, souvent non déclarées en tant que structures agricoles mais simplement sous forme d'associations. La principale limite rencontrée tient à la difficulté de négocier les prix, du fait d'une production trop faible en volume. Et faute de volume d'activité suffisant, la coopérative ne dispose d'un hangar de stockage, de moyens de transport ou de personnel. C'est un pan de l'activité qui est balbutiante et qui devra trouver des leviers de développement.

## Tout reste à faire...

La nouvelle mandature semble vouloir développer l'agriculture. Le marché existe, il reste du foncier. Il y a donc un potentiel qui ne demande qu'à être développé. Il faut une vraie volonté politique et des financements. Dans des contextes similaires, certaines îles sont parvenues à mettre sur pied un modèle qui fonctionne. À l'image d'Anguilla qui finance une station agricole où les agriculteurs peuvent acheter des semis (tomates, salades, pois, etc) et les éleveurs des reproducteurs pour l'amélioration du cheptel (caprin, ovin et porcin). Une chose est sûre, il faut s'écarter des modèles continentaux, non adaptés à nos spécificités, et inventer ensemble, producteurs, éleveurs, politiques et consommateurs, notre modèle.

# Rouvrir l'abattoir pour relancer l'élevage



Consommer de la viande locale implique une succession d'étapes et de nombreux acteurs dont la clé de voûte est l'abattoir, qui a enfin rouvert à l'automne dernier. Une première étape qui s'inscrit dans une démarche globale de structuration de la filière élevage.

Texte Lise Gruget - Photo Thomas Proust

Après des mois de travaux et la création d'une société civile, EGEA (établissement public de gestion de l'abattoir de Saint-Martin), l'abattoir de Saint-Martin a enfin rouvert le 18 octobre dernier. « On a tout remis en place. Un premier abattage a été réalisé en présence de l'hygiène pour obtenir l'agrément sanitaire le 5 octobre », avance Valérie Fonrose, conseillère territoriale et présidente de l'EGEA. Et ce, grâce à des subventions de la Collectivité : 70 000 euros de

démarrage et 130 000 euros de fonctionnement et d'investissement. « L'EGEA est une émanation de la COM qui lui permet d'embaucher et de créer les conditions financières. Il n'est que l'exploitant et le gestionnaire de l'outil tandis que le bâtiment appartient à la COM », explique Elie Touzé, directeur de l'EGEA ainsi que de la croissance verte et bleue à la Collectivité de Saint-Martin.

## Une mission de service public

Achevé en 2009, puis ouvert en 2015, le bâtiment avait sévèrement été endommagé par Irma en 2017. « Il était alors géré par une société civile, la Seabat. Depuis Irma, il vivait mais n'avait pas d'activité réelle. La nouvelle mandature avait à cœur de relancer cet outil parce qu'il était super important sanitaire parlant. Sans lui, on sait que beaucoup d'éleveurs vont abattre leurs bêtes sous l'arbre », abonde-t-elle. « Il s'agit d'une part de la protection animale (quelque chose qui nous tient à cœur et par ailleurs une obligation) et d'autre part d'une question sanitaire : on fait en sorte que la viande proposée au consommateur soit saine. Et cela ça ne rapporte pas d'argent, c'est uniquement de la dépense. On répond à une obligation de sécurité sanitaire des aliments », souligne Elie Touzé. Depuis son ouverture, l'établissement fonctionne au rythme d'un abattage par semaine, chaque mardi. Et pour l'instant, uniquement des bovins.

## Un outil indispensable...

L'un de ses principaux utilisateurs est Emmanuel Gimenez, également employé à temps partiel de l'EGEA et vice-président de la CCI qui englobe la Chambre d'agriculture. Il attendait avec impatience la réouverture de l'abattoir dont l'activité était totalement à l'arrêt depuis avril 2021. « J'ai perdu huit bovins malgré 14 tonnes de foin à cause de la sécheresse pendant la fermeture. Ce sont des bêtes que j'aurais normalement envoyées à l'abattage. Comme ce n'était pas possible et que j'ai choisi de faire en sorte que tous mes animaux aient une fin la plus réglementaire possible, j'ai essayé de les sauver, en vain, avec le

vétérinaire et l'alimentation », déplore-t-il. Au-delà de la perte physique, c'est avant tout une grosse perte d'argent, d'autant moins négligeable que dégager des marges est déjà difficile pour lui qui privilégie la qualité à la rentabilité et est en cours de labellisation bio. Depuis octobre il a fait abattre taureaux et bœufs chaque semaine. Son objectif est en effet d'augmenter son cheptel qui compte aujourd'hui une trentaine de têtes, pour la même quantité d'herbe à partager. Dans un souci de reproduction et de vêlage, les femelles sont donc prioritaires sur son exploitation. « Si la réglementation tolère la consommation personnelle des porcins, ovins et caprins, en France, sans un abattoir, tout ce qui est plus gros que de la volaille ne peut être commercialisé », rappelle-t-il. C'est en ce sens que l'abattoir constitue la clé de voûte entre les éleveurs et les consommateurs. Avant d'arriver dans l'assiette des consommateurs, la viande doit être découpée et préparée. L'objectif, à terme, est de créer un atelier de découpe au sein de l'établissement. Mais pour l'instant, ce sont les bouchers qui s'y collent. « Je paie la prestation d'abattage (entre 8 et 12 euros, ndlr) à l'abattoir puis je me mets d'accord sur un prix au kilo avec le boucher », détaille Emmanuel Gimenez. Actuellement, les seuls bouchers qui vendent la viande locale sont ceux du marché de Marigot. Daniel Arnel, par ailleurs conseiller territorial, est l'un d'entre eux. Chaque semaine, à bord d'un camion réfrigéré, il se rend à l'abattoir récupérer des quarts ou des demies carcasses qu'il conserve en chambre froide puis découpe le samedi sur le marché. Attaché aux coutumes saint-martinoises, il vend uniquement de la viande locale. « On sait avec quoi les animaux sont nourris : de l'herbe et de l'eau. Je ne saurais pas décrire son goût précisément, mais il est vraiment différent de ce que l'on importe », assure-t-il fièrement. Sa clientèle ? « Un peu de tout mais des locaux principalement, parmi lesquels des restaurateurs, dont les lolos juste à côté, et des particuliers. On vend même à des gens qui viennent de Saint-Barth. »

### ...Mais qui ne suffit pas

Élus, agriculteurs et artisans sont réalistes et ne visent pas l'autonomie alimentaire. Sur un territoire où la très grande majorité des produits consommés sont importés, l'objectif est d'augmenter la part de la production locale en misant sur la qualité et un marché cible. L'ouverture de l'abattoir était indispensable mais elle ne suffit pas à elle seule à relancer la filière élevage du territoire. L'idée est non seulement d'augmenter le volume des abattages, mais aussi de le diversifier à d'autres espèces, notamment les porcins, puis de créer un atelier de découpe et de transformation ainsi qu'une salle de maturation. « Nous avons plein de projets mais d'abord, il nous faut améliorer l'outil de travail et structurer la filière de l'élevage pour la relancer », confie Valérie Fonrose.

En effet, pour pouvoir amener une bête à l'abattoir, elle doit être baguée et l'éleveur doit donc être enregistré en tant que tel. Et pour pouvoir être enregistré, un agriculteur doit pouvoir justifier de sa légitimité à occuper le terrain sur lequel il exerce son activité agricole. Sans quoi il ne peut non seulement ni accéder à l'abattoir, ni prétendre à des subventions, ni même être assuré. « La majorité des animaux ne

sont pas identifiés », constate Elie Touzé qui explique que le projet de la COM est donc d'abord de sécuriser le foncier, ensuite d'installer des éleveurs et les former, accompagnés par la CCISM. Mais aussi d'ouvrir un EDE (Établissement de l'élevage) autonome à Saint-Martin car la convention avec la Guadeloupe a montré ses limites. La prime à l'abattage est actuellement en cours de renégociation. « Il y a une volonté politique très forte sur le domaine agricole. Ils sont en train de mettre le paquet pour que la filière soit bien structurée et qu'on puisse enfin avoir une agriculture digne de ce nom », assure-t-il.



*En France, la réglementation tolère la consommation personnelle des porcins, ovins et caprins, mais sans abattoir, tout ce qui est plus gros que de la volaille ne peut être commercialisé.*

SALADE MADE IN SXM  
ANTILLES FRANÇAISES

200000000319  
La pièce 2,99 €

2,99 €

# Consommer local... un jeu d'équilibriste

Pour proposer au plus grand nombre les produits cultivés localement, les supermarchés doivent composer avec les volumes, les prix et les rythmes de livraison.

Texte et photo Ann Bouard

Sous forme de coopérative, Système U qui dispose de plus de 1 500 magasins dans toute la France, laisse carte blanche à ses directeurs pour gérer leurs approvisionnements. Les deux directeurs de Saint-Martin ont la volonté de distribuer local et de soutenir l'économie du territoire. Un engagement qui se heurte à une dichotomie entre une offre déterminée et une demande grandissante de la population.

La politique de l'enseigne est effectivement de travailler avec les producteurs locaux quitte à moins marger pour que ces produits restent compétitifs malgré des coûts de production plus élevés qu'ailleurs (obligation d'acheminer sur l'île engrais, emballages, etc., avec les frais de transport que cela induit). L'écueil se trouve dans les quantités et dans le suivi des livraisons, souvent insuffisantes et surtout aléatoires dans la régularité des approvisionnements.

## 24 372 œufs chaque semaine

Pour avoir une vision concrète des besoins, le seul Super U de Hope Estate écoule, chaque semaine, deux tonnes de tomates et huit palettes d'œufs (soit 24 372 œufs). Impossible pour les producteurs locaux de suivre le rythme. Il en est de même pour les salades, dont la production locale, "malgré un réassort deux à trois fois par semaine", ne peut suffire à elle seule

à contenter les besoins des clients. « La production locale d'un mois entier, quelle qu'elle soit, est vendue en six jours seulement », décrit le responsable du Super U de Hope Estate. À cela s'ajoutent les demandes du Super U d'Howell Center, des autres enseignes comme Cadisco ou Monoprix, des supérettes chinoises et des supermarchés de la partie hollandaise.

Malgré cette gestion logistique un peu plus compliquée et inhabituelle pour les supermarchés dont la continuité de l'offre est un des critères de base, l'enseigne Super U met un point d'honneur à maintenir ses rayons de produits locaux. Soualiga Farm (œufs et salade), glaces Etna, Rhums arrangés Ma Doudou ou Enigma Time, figurent ainsi parmi les références, quelles que soient leurs fréquences de livraison. Une politique assumée de soutien et valorisation de l'économie locale que Super U souhaiterait amplifier et étendre à d'autres commerces et biens. « Un partenariat avec le fleuriste Instant Floral permet de proposer à la vente ses bouquets et ses plantes tous les vendredis à l'entrée du magasin », cite le gérant. En revanche pour la viande locale, si la demande a été faite auprès de l'abattoir, la question des volumes disponibles rend pour le moment impossible toute distribution.

## LA PROD LOCALE : UNE NÉCESSITÉ ?

Le monde est en train de changer et nos rayons de supermarché aussi. Principale raison : le transport maritime. Les bateaux ont désormais l'obligation d'aller moins vite pour moins polluer et de consommer moins de carburant. Résultat, l'escale de Saint-Martin est souvent abandonnée au profit de la destination finale, là où les commandes sont plus importantes, la Guyane ou la Guadeloupe. Ce à quoi s'ajoutent des restrictions conjoncturelles telles les restrictions d'importation des œufs (due à la grippe aviaire) ou des tensions d'approvisionnement dues, par exemple, à la guerre en Ukraine... Ces impacts, même éphémères et limités, sur les rayons des supermarchés saint-martinois interrogent malgré tout sur nos besoins futurs en matière de filières locales de productions maraîchères et d'élevage.

# L'ŒIL

Chaque mois, Orane porte son regard sur le dossier du mois  
Ce mois-ci : **PRODUCTION LOCALE**



**EW'AG.**

# Coup de projecteur sur St-Martin

Les équipes de la **CCISM** ont fait le déplacement à Paris pour valoriser le savoir-faire local, promouvoir les produits locaux, valoriser les filières agricoles et développer les réseaux institutionnels. Bilan de cette semaine au Salon International de l'Agriculture.

Texte Ann Bouard - Photo Karollyne Hubert

## Affluence record

615 204 visiteurs, 112 délégations politiques et officielles, 3 500 journalistes accrédités, le SIA a renoué avec les chiffres d'avant Covid, approchant le record de 2014, édition qui avait enregistré plus de 700 000 visiteurs. Le Hall 5 dédié aux produits et saveurs de France d'Outre-mer n'a pas échappé à cette affluence et le stand de Saint-Martin n'a pas désempilé durant les neuf jours du salon.

## Visite de Jean-François Carencro

Le Ministre délégué en charge des Outre-mer, en déplacement sur le territoire en octobre avait indiqué sa volonté « de tracer les grands axes de l'agriculture et de la pêche et de les mettre en préambule des contrats de plan afin qu'ils figurent dans la feuille de route du développement économique ». Une volonté qu'il a réitérée lors de sa visite sur le stand de Saint-Martin.

## Les chefs séduits par le Guavaberry

L'entreprise Guavaberry Colombier Tradition présentait l'une des productions emblématique de l'île, le Guavaberry. Alain Warth, président de l'Association des Chefs restaurateurs de Saint-Martin et plusieurs chefs étoilés ont été séduits par ce produit, au naturel ou transformé. Le Guavaberry bientôt à l'honneur dans leurs plats gastronomiques... ? À suivre.

## Une nouvelle volonté politique

Le Président Louis Mussington, la sénatrice Annick Pétrus et le député Frantz Gumbs ont fait le déplacement pour l'inauguration du stand. À cette occasion, la sénatrice, a indiqué que si l'agriculture est « encore peu développée sur le territoire avec à peu près 40 exploitations, la nouvelle équipe autour du Président Mussington souhaite donner une nouvelle dynamique au secteur ».

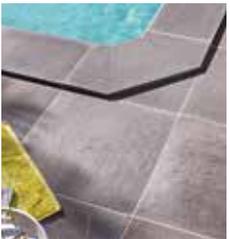


## Signature d'une convention avec la SAFER

Le Président de la Collectivité a profité de sa présence sur le salon pour signer une convention avec la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FNSafer). Ce partenariat va permettre d'accompagner la Collectivité de Saint-Martin dans sa stratégie de relance de l'économie agricole durable.

# Gedimat

## Saint Martin



En face du  
Leader Price  
0590 77 35 00



# Le miracle de l'hydroponie ?

Une agriculture peut-elle se développer et prospérer malgré de très faibles ressources en eau ? Une experte nous répond.

Texte Axelle Dorville



Pour cultiver des plantes maraîchères de manière traditionnelle, il faut un sol riche, de la lumière et de l'eau. Quid des territoires pauvres en ressources en eau ? Dans quelle mesure, l'hydroponie peut-elle être une alternative ? Nous avons interrogé une ingénieure agronome spécialisée en aquaculture et en hydroponie, Alizé Cuny, installée à Steenbecque, près de Lille. « L'hydroponie est simplement un système de culture hors-sol. Les plantes sont placées dans un substrat et leurs racines baignent dans une eau enrichie en nutriments », explique celle qui a également créé sa propre micro-ferme, Naïa. Dans ce système en circuit fermé, « l'eau circule à plusieurs reprises avec un apport en eau neuve limité », ce qui en fait une alternative à première vue intéressante pour les espaces et territoires où la ressource en eau se fait rare. Nul doute que des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite aient développé cette technique à grande échelle.

## De très bons rendements

Mieux qu'une simple alternative à l'agriculture conventionnelle, l'hydroponie permet, avec une quantité d'eau moindre, d'obtenir de très bons rendements. « On observe une économie de 80 % d'eau par rapport à un système classique de maraîchage », précise ainsi l'ingénieure agronome. Une réserve en eau est cependant indispensable au fonctionnement de ce système, qu'elle soit stockée dans un silo ou issue d'un forage. « Dans un système en hydroponie, la disponibilité des éléments minéraux sous forme soluble facilite la nutrition des végétaux ; contrairement aux cultures en pleine terre dans lesquelles les racines des végétaux doivent aller chercher les nutriments dans le sol », poursuit Alizé Cuny. Mais ce n'est pas tout : les systèmes en hydroponie étant réalisés sous serre et en l'absence de sol/terre, les plantations sont largement moins victimes de l'attaque de ravageurs tels que les champignons, les chenilles ou les aleurodes.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les cultures en système de gouttière étant par ailleurs placées en hauteur, la station debout des cultivateurs réduit les troubles musculo-squelettiques, contribuant ainsi à de meilleurs rendements.

## Des silos réservoirs d'eau

Pouvoir produire des tomates, salades, aromates, melons, concombres et pastèques relativement rapidement, grâce à l'hydroponie, demande un investissement conséquent. « Le coût d'une station de ferti-irrigation, qui va piloter toutes les vannes du système et assurer l'irrigation par goutte-à-goutte, s'élève de 15 000 € à 500 000 € », analyse la spécialiste. Pour la mise en place d'un projet complet productif, incluant notamment des serres hautes permettant l'évacuation de la chaleur vers le haut, un réservoir d'eau et des panneaux solaires pour compenser l'utilisation d'électricité, il faut compter près d'1 million d'euros. « Les systèmes en hydroponie sont moins avantageux en termes d'investissement, mais rapidement rentabilisés du fait des rendements élevés », poursuit-elle. Sur la parcelle de 4 500 m<sup>2</sup> de la Val d'Endorre Farm aux Seychelles, qu'Alizé Cuny accompagne à distance, les producteurs écoulent deux à trois tonnes de tomates par semaine ! Un exemple inspirant pour Saint-Martin où la ressource en eau est principalement issue du dessalement d'eau de mer ? Pour l'experte, « tout dépend du débit de dessalement permettant d'alimenter les silos de rétention d'eau », pierre angulaire d'un projet hydroponique de grande envergure.

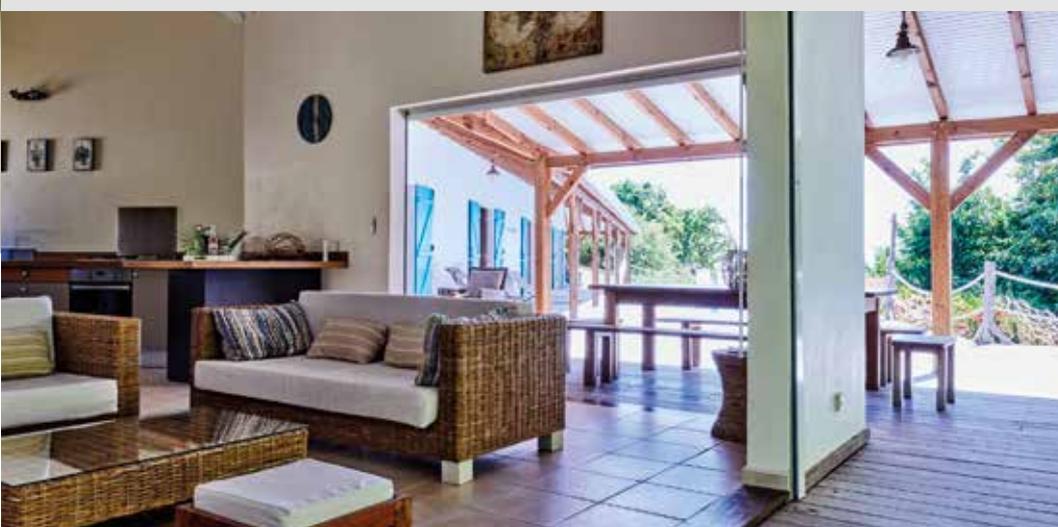
# LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

## Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

*Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.*



Capesterre



### Cocoloba



### Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

[www.villamariegalante.com](http://www.villamariegalante.com)

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

[contact@villamariegalante.com](mailto:contact@villamariegalante.com)



## LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte Audrey Juge

### L'œil rivé sur les baleines

Pour la deuxième année consécutive, l'association **Mon école, ma baleine** organise en mars et avril l'opération « **Sentinelles de la mer** », dont l'objectif est l'observation des baleines à bosse depuis le rivage.

16h, Pointe des châteaux. En haut, près de la croix, un groupe de personnes scrute minutieusement l'étendue bleue. Mais ce ne sont pas ses nombreuses nuances qu'ils admirent. À la recherche d'un souffle ou d'une brèche, ils attendent patiemment le signe de

la présence de baleines à bosse. « C'est le meilleur moment de la journée pour les observer, ainsi que le matin. Les rayons de soleil oblique, ce qui permet de mieux les distinguer » explique Nelly Pélisson, présidente et membre fondatrice de l'association **Mon école, ma baleine**, qui organise, forme et déploie les « Sentinelles de la mer » en Guadeloupe.

Le projet a été lancé en 2022 pour faire connaître les cétacés, les protéger et préserver leur habitat. « Nous nous sommes rendu compte que la mer est un milieu assez méconnu de la population, qui effraie parfois. Avec ce projet d'observation des cétacés et plus particulièrement des baleines à bosse qui passent très près des côtes, nous réconcilions le grand public avec l'environnement marin, qui est un patrimoine naturel très fragile et dont la pérennité est essentielle à l'équilibre de notre écosystème », affirme la présidente.



## PROGRAMME DES SENTINELLES

**Du 28 février au 28 avril 2023,  
de 16h à 18h**

La pointe de la Grande Vigie :  
**tous les mardis**

La pointe des Châteaux :  
**tous les mercredis et vendredis**

La Désirade : **tous les mardis et samedis**

Les Saintes : **tous les mardis**

[www.moncolemabaleine.com](http://www.moncolemabaleine.com)

f et @ moncolemabaleine



Scannez et écoutez le  
chant d'une baleine mâle  
enregistré dans les eaux de  
Guadeloupe !

### Sciences participatives

Une trentaine de bénévoles, formés en amont par l'association, se partage les 4 lieux d'observation sélectionnés pendant les mois de mars et avril, période de pic d'affluence des baleines. Sur des créneaux de 2 heures et armés de leurs jumelles, les sentinelles expliquent, informent et sensibilisent le public présent à leur mode de vie, leur comportement et leur protection.

« Ce projet gratuit est ouvert à tous, il suffit de se présenter sur les sites d'observation selon le calendrier établi. Les données recueillies sont ensuite transmises à l'OMMAG (Observatoire des mammifères marins de la Guadeloupe), au Sanctuaire Agoa (aire marine protégée dédiée à la protection des mammifères

marins des Antilles françaises) et à l'OFB (Office français de la biodiversité), sur le principe des sciences participatives. » Depuis 2011, l'association, créée par Nelly, ancienne plongeuse professionnelle « et deux autres copines passionnées », vulgarise les données scientifiques des mammifères marins des petites Antilles au travers de conférences, d'ateliers et d'interventions en milieu scolaire. Depuis 2 ans, avec les Sentinelles de la mer, l'association s'aventure sur une autre approche et mise sur l'émerveillement pour toucher son public. « On apprend aux gens à observer et chercher en les rendant acteurs de cette découverte ». Guetter les baleines depuis le rivage pour mieux les connaître a quelque chose d'extraordinaire, « des gens pleurent parfois », sourit Nelly.

# — PAUSE CAFÉ

# Machine arrière pour les reconvertis du confinement ?

Cela vous a forcément déjà traversé l'esprit : tout plaquer pour changer de vie, de métier ou d'horizon, vivre d'une activité plus utile à la société et qui laisserait plus d'espace à votre vie personnelle. Mais se reconvertir est-il aussi simple qu'il y paraît ?

L'effet confinement aura été déterminant. Selon une enquête BVA, en juillet 2020, près d'un salarié français sur 10 avait envisagé, initié ou effectué une reconversion professionnelle. Pour certains, changer de métier a été une nécessité, notamment pour les employés de la restauration. Mais pour d'autres, cet isolement forcé a permis de réajuster leurs priorités et rechercher une activité plus en accord avec leurs valeurs et plus épanouissante.

Les motivations de ce besoin de changement étaient alors le fait de se sentir utile, de redonner du sens à leurs actions (51 %), de gagner en liberté ou en équilibre vie pro-vie perso (49 %), ou encore de transposer leur passion en métier (36 %) dans leur nouvelle vie professionnelle. Et depuis ces deux dernières années, les témoignages de changements de vie réussis abondent. Que ce soit Émile, ancien chargé de mission parisien devenu brocanteur à la campagne ; Nathalie, passée d'avocate à magnétiseuse ou Juliette et Thibault, devenus éleveurs et producteurs de légumes dans le Cantal. Tous sont heureux d'avoir quitté leur ancienne vie. Se reconvertir de façon radicale paraît presque facile !

Pourtant, selon une étude réalisée par le cabinet UKG en janvier 2022, 62 % des personnes qui ont changé de travail durant la pandémie regrettent leur décision, s'estimant plus satisfaits dans leur ancienne activité. Pire, seulement 24 % des reconvertis sont pleinement satisfaits de leur choix de vie.

## Du rêve à la réalité

L'herbe ne serait-elle finalement pas plus verte ailleurs ? Pour 28 % des sondés, les regrets concernent les anciens collègues, leur ancienne mission à 25 % au même niveau que leur ancien salaire, puis la politique de leur ancienne entreprise à 22 %.

Bien que ces chiffres effraient au premier regard, de nombreux



2 TENDANCE AU TRAVAIL

Texte Audrey Juge

témoignages de ces déçus de la reconversion évoquent cependant une certaine résilience face à la désillusion. Ils se sont souvent rendu compte après leur bifurcation que le problème ne venait pas de leur domaine d'activité mais de l'entreprise dans laquelle ils travaillaient. Ceux qui ont créé leur entité ont pu prendre du recul sur l'entrepreneuriat, en prenant conscience de toutes les contraintes du statut de chef d'entreprise et des avantages que leur apportait leur ancien emploi. Le futur métier a également souvent été idéalisé.

Alors que certains d'entre eux ont décidé de changer à nouveau de métier, d'autres, les « revenants », sont retournés exercer leur précédente profession. Comme Colombe, revenue à des activités commerciales après un passage dans la finance, ou Julie, de nouveau dans la restauration après une tentative en communication de crise. Toutes les deux ont fait demi-tour sans regret, avec le recul nécessaire à la valorisation de leur parcours et revenir à leurs premières amours, plus lucides sur ce qui les y avait attirées.



# « J'ai toujours été quelqu'un d'engagé »

La rédaction fait un zoom sur des métiers d'ultramarins capables d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Ce mois-ci le Guadeloupéen Maël Disa, 36 ans, nouvellement élu à la tête de LADOM, agence de l'Outre-mer pour la mobilité, basée à Paris.

## Quelles sont les grandes étapes de votre parcours ?

J'ai fait toute ma scolarité en Guadeloupe. Mon bac S en poche, je suis parti dans Hexagone pour intégrer une école d'ingénieur en chimie. J'ai vécu ensuite quelques années aux États-Unis pour y travailler. J'ai notamment été dirigeant d'une société cotée en bourse à Los Angeles. À 25 ans, je suis rentré en Guadeloupe. Faute de débouchés sur place, j'ai créé ma propre entreprise. Carbonsync, spécialisée dans le traitement des déchets et des énergies renouvelables, voit le jour en 2011. En 2016, je monte, avec mes deux frères, Voyey.com, une plateforme de réexpédition de colis, et Carbonsync se développe via une filiale notamment dans l'Hexagone. Puis tout s'enchaîne politiquement. En 2017, je deviens le représentant de la République en Marche en Guadeloupe, en 2020, je suis nommé délégué interministériel à l'égalité des chances des Français d'Outre-Mer et la visibilité des Outre-Mer et fin 2022, j'endosse la fonction de président de LADOM, agence de l'Outre-mer pour la mobilité destinée à l'insertion professionnelle des jeunes.

## Au vu de vos récentes évolutions, vous êtes un homme plutôt engagé politiquement. Comment ce virage s'est-il opéré ?

Je viens d'une famille qui aime la politique. Les dimanches en famille étaient souvent l'occasion de débats houleux car personne n'était d'accord (rires). J'ai toujours aimé ça, toujours été militant et engagé politiquement. J'adore l'ambiance des campagnes électorales. Étudiant en 2007, j'ai participé à celle de Nicolas Sarkozy. Lors de la présidentielle en 2017, j'ai choisi un candidat que j'ai aidé : Emmanuel Macron, d'où mon rôle de représentant LREM quelques temps après. Fonction que j'ai quitté une fois délégué interministériel afin d'éviter d'afficher toute étiquette politique. À ce jour, je ne suis plus membre d'aucun parti.

## Quelles étaient vos motivations en rejoignant la délégation interministérielle ?

C'est la combinaison de deux choses : des thématiques qui me plaisaient autour de l'emploi et de la jeunesse – problématiques essentielles pour faire avancer les territoires – et le fait d'avoir les clés en main pour essayer de faire bouger les choses.

## Quelles sont vos priorités à LADOM pour améliorer la mobilité et la formation des jeunes ultra-marins ?

La priorité c'est la lutte contre le chômage des jeunes. En Outre-mer, la majorité des emplois qualifiés non pourvus sont des métiers pour lesquels les formations ne sont pas présentes. La mobilité est donc nécessaire à condition d'être accompagnée et fléchée afin d'encourager le retour vers un emploi. La fusion programmée entre LADOM et la délégation interministérielle devrait améliorer nos résultats.



Photo Karollyne Hubert

# 3

CARRIÈRE D'OUTRE-MER

Texte Sarah Balay

## Votre parcours est assez inspirant. Quel message souhaitez-vous transmettre aux jeunes ?

Contrairement à ce que beaucoup pensent, grandir en Guadeloupe n'est pas un handicap. C'est même une chance dont j'ai toujours su tirer parti. Être ultramarin n'empêche pas non plus de suivre des filières d'excellence. Un conseil pour ceux qui partent : formez-vous, travaillez, voyagez, vivez à 100 %... Puis revenez entre 40 et 50 ans pour vraiment apporter quelque chose au pays !

# 4 SÉLECTION CULTURE

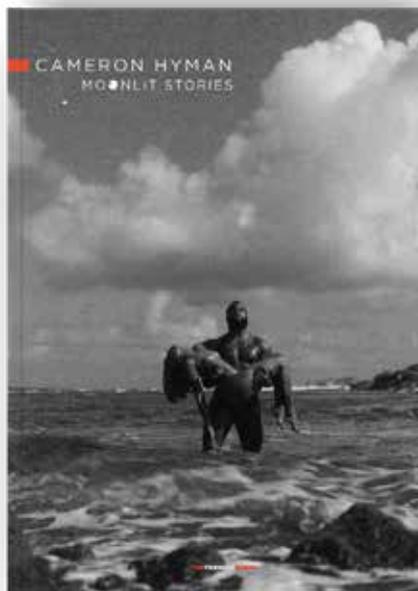
Texte Axelle Dorville

LIVRE

## Au clair de lune

Photographe de mariage, de maternité, de célébrités et de modèles, Cameron Hyman est un jeune photographe autodidacte d'origine saint-martinoise. De retour sur son île, il a conçu un projet photographique particulier, dévoilé dans son premier livre Moonlit stories : une série de clichés en noir et blanc, réalisés lors des 25 soirées de pleine lune de 2021 et 2022. Des scènes féminines poétiques au grain original, accompagnées de textes, à feuilleter et re-feuilleter.

*Moonlit stories, Cameron Hyman. Disponible sur [thefriendlybooks.com](http://thefriendlybooks.com)*



PODCAST

## Un bestiaire dans les oreilles

Mignons ou effrayants, aquatiques, aériens ou terrestres, minuscules ou gigantesques, les animaux ne sont généralement pas très bien connus des enfants (voire des plus grands). En collaboration avec le Muséum National d'Histoire Naturelle, France Inter propose un podcast ludique et instructif dédié aux 5-7 ans. Chaque épisode d'une dizaine de minutes plonge les auditeurs dans une rencontre divertissante avec une bestiole, pour à la fois découvrir son monde et en apprendre plus sur son espèce.

*Bestioles, sur Apple Podcasts, Spotify, Deezer, le site de France Inter et Radio France.*

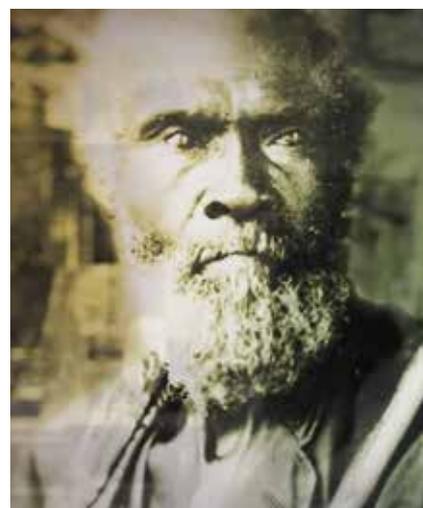




DOCUMENTAIRE  
**Récits de migration**

Trois saisons et vingt épisodes pour raconter les migrations pour la Martinique, au sortir de l'esclavage jusqu'à aujourd'hui. C'est le projet de la série documentaire "La voix des sans-voix", diffusée par France TV. Sur fond de photographies d'époque inédites, à travers les témoignages de descendants d'immigrés, se révèlent les destins de ces nouveaux Martiniquais, d'origine chinoise ou indienne, venus du Proche-Orient ou encore d'Italie, mais aussi d'Haïti et de Sainte-Lucie. Sous la forme d'interviews de spécialistes, trois épisodes permettent d'adopter un regard ethnologique, historique et sociologique sur la société martiniquaise post-esclavagiste.

*La voix des sans-voix, sur [www.france.tv/documentaires/la-voix-des-sans-voix](http://www.france.tv/documentaires/la-voix-des-sans-voix)*



BANDE-DESSINÉE  
**La BD dont vous êtes le héros**

Afin de sensibiliser le grand public au sujet de l'agroécologie, deux chercheuses de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), en partenariat avec des référents scientifiques et grâce au crayon de l'illustratrice Caroline Gaujour, ont conçu une bande dessinée interactive de vulgarisation. Dans la peau de Thomas, consultant international, il s'agit de concevoir un projet agricole de développement rural à Madagascar, grâce à une enveloppe d'1 million d'euros. Mais chaque décision peut avoir des conséquences, sur les populations, sur le climat, sur la coopération internationale. Un "jeu" passionnant et instructif.

*Une question à un million, L'histoire d'un investissement dans le développement durable et rural. Sur [carolinegaujour.com/bd-ird/](http://carolinegaujour.com/bd-ird/)*



LIVRE

## The Friendly Books, des livres made in Saint-Martin

Créée pour célébrer Saint-Martin, ses habitants, sa culture et son patrimoine, la maison d'édition locale The Friendly Books fait rayonner l'île et ses talents bien au-delà de ses frontières.

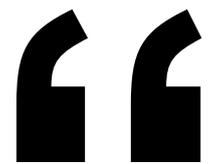
Thomas et Alexandra vivent à Saint-Martin depuis près de 10 ans. Lui est directeur artistique, graphiste et photographe ; elle est journaliste, rédactrice et productrice. Tous les deux travaillent dans l'édition et la presse magazine depuis de nombreuses années. Amoureux de l'île pour laquelle ils ont tout quitté afin de s'y installer, ils ont décidé de se lancer dans l'aventure de l'édition en créant The Friendly Books, pour imaginer et produire des livres de photographies sur Saint-Martin. Leur objectif : célébrer l'île, sa beauté, sa diversité et ses habitants en publiant le travail de photographes et artistes locaux. Ils couchent sur papier tout ce qui fait la singularité de Saint-Martin : sa culture unique, sa population variée, sa douceur et son art de vivre, son patrimoine, sa nature sublime.

Depuis 2021, The Friendly Books a publié 5 ouvrages : « Vintage », un livre qui regroupe plus de 400 photos anciennes de Saint-Martin, « Cuisine Créole », un livre de recettes, « Photography » qui rassemble 15 portfolios de photographes locaux, « Moonlit Stories », un livre de photos d'art de Cameron Hyman et « Sweet Saint-Martin », un ouvrage de photos

contemporaines « cartes postales » de l'île réalisées par 26 photographes locaux. Plébiscitées par les visiteurs de l'île qui les ramènent chez eux en souvenir, et par les habitants de Saint-Martin qui apprécient la mise en lumière du territoire et de sa culture, ces « coffee table books » partagent un même graphisme épuré pour mettre en valeur les photos et le talent des artistes, du papier de qualité avec un grammage haut-de-gamme et une rédaction en français et en anglais.

Tels des ambassadeurs de Saint-Martin, les livres édités par The Friendly Books font rayonner le territoire et ses talents. Les photographies des artistes locaux immortalisent la beauté et la singularité de l'île et de ceux qui y vivent. Les photographies font revivre les souvenirs, elles sont aussi une invitation au voyage.

Informations sur [www.thefriendlybooks.com](http://www.thefriendlybooks.com)  
Instagram & Facebook @thefriendlybooks  
Support Local Business



Soutenir la création  
et les entreprises locales ”





Affiches - Flyers - Menus - Papeterie - Cartes commerciales  
Faire-part - Dossiers - Plaquettes - Tickets - Dépliants - Chemises  
Brochures - Magazines - Carnets - Liasses



• Cartes de visite

• Flyers  
• Posters  
• Menus

• Brochures  
• Magazines

• Réactivité  
• Compétences  
• Suivi

• Tickets

**CONTACTEZ-NOUS** pour vos devis et/ou maquettes



# 5.

DANSE

CREDIT PHOTO : Adéola Bambé



# “FÒ NOU MÉTÉ LANMOU ADAN TOU SA NOU KA FÈ”

Ovide Carindo

*En investissant la collection permanente du MACTe, le danseur et chorégraphe Ovide Carindo fait la démonstration que “l’amour qui nous lie est plus fort que tout”.*

Texte Jacques Dancale

“Men fò nou pé palé dè doulè annou an dot mannyè.” Il ne s’agit pas de nier l’histoire ou les réalités, mais au contraire d’avoir une approche plus profonde, plus dense. Sublimier la réalité passe aussi par l’expression de notre humanité. En investissant la collection permanente du MACTe, le chorégraphe Ovide Carindo convoque non pas les esprits mais une mémoire du legs de nos aînés qui au-delà de leurs sacrifices, de leurs souffrances nous ont livré des clefs pour comprendre et surmonter les souffrances et préserver le beau. “Sé on nanm a lanmou an santi adan le MACTe, une essence que je cherche à restituer. L’amour au sens le plus noble entre un homme et une femme, entre les générations, entre humains tout simplement. L’amour qui nous lie est plus fort que tout.”

Plusieurs tableaux permettront de restituer les différents états et étapes de la “relation dansée” avec les êtres et les éléments. Une forme d’animisme consistant non pas à rechercher dieu mais l’essence de la nature, la puissance des éléments. Ce qui paraît mystique tient à l’énergie des éléments constamment invoquée et évoquée. “Lalin ka kléré” symbolise pour lui cette immersion maîtrisée, une approche avec de la profondeur mais sans agression surfaite. “J’ai toujours travaillé la danse

profonde, dans l’esprit du Krump, avec un investissement total du corps, une expression multidimensionnelle qui permet de vivre chaque partie du corps comme un instrument, donnant l’impression d’un démembrement permanent, chaque membre paraissant indépendant.” Ovide offre ainsi une écriture surprenante où le regard se perd entre les lignes de forces et les énergies tantôt éparpillées tantôt consolidées.

## Lanmou avè dyèz é ganm

Ils seront quatre danseurs en scène pour une performance unique, un dialogue qui tire sa matière brute dans la réalité de tous les jours, dans les désaccords, dans la vie, les divergences, les disputes, mais aussi et surtout la puissance de l’affection et de l’amour qui permet de tout reconstituer. “Men sé on lanmou an tout jan, exprimé avec élégance, avec dyèz, avè ganm, paskè sa ka rété bèl”. L’écriture chorégraphique pour cette performance offrira une autre lecture, une inversion des codes établis pour un voyage inédit.

Le concept “Lalin ka kléré” initié par Laurella Yssap-Rinçon est une autre façon de vivre l’exposition permanente. Les artistes sont invités à faire dialoguer leur création avec l’exposition permanente. Ovide trouve dans “Lalin ka kléré” une liberté pour expérimenter et explorer avec audace dans des champs ouverts, pour conjuguer danse et écritures scéniques. Pour accompagner ce voyage, le chorégraphe a choisi une orchestration à son image, oscillant entre le profond et le léger, la terre et l’air, le dur et le souple, des éléments toujours entrelacés, entremêlés, représentés par des percussions pour l’ancrage et des airs de flûtes pour l’élévation, et parfois sans doute le contraire. Une musique qui colle à Lanmou an tout jan.

## BIO EXPRESS

Du groupe Karibana à la compagnie Alvin Ailey en passant par des collaborations avec le danseur et chorégraphe Romuald Seremes, Jean Nanga dit Monk ou Léna Blou, Ovide Carindo n’a cessé de s’enrichir de ses expériences. Lauréat de plusieurs bourses d’études, le jeune Ovide s’est très tôt révélé un surdoué de la danse et de l’expression corporelle. Un talent et un feu à toute épreuve, qui l’aidèrent à se remettre d’un grave accident de la route. Marqué par cet épisode douloureux et 5 années en suspens, Ovide embrasse fustige tous les enfermements et puise à toutes les sources qui irriguent notre peuple, l’Afrique et l’apport précolombien qui vibre ici même, sous nos pieds et devant nos yeux dans Lalin ka kléré.



# 6

## CE QU'IL NE FALAIT PAS LOUPER

Texte Yva Gelin



### COMBAT DE COQS AU PITT CLERY

Que l'on soit protecteur des animaux ou pas, les combats de coqs intriguent. Comment sont-ils entraînés, quelles préparations avant le combat, comment fonctionnent les paris ? Mais déjà la porte se ferme et le combat commence... (podcast Sé Nou Menm Ki La)



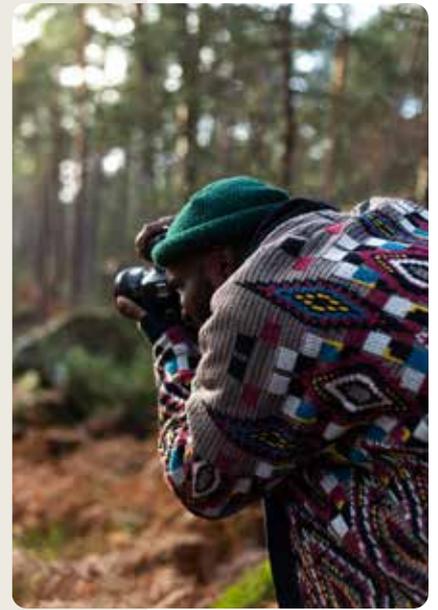
### NOUVEAU MÉTIER

"Pour tout projet : prendre en compte des problématiques sociales". Joanne Leonin fait du design social ! Elle explique ce que c'est, son parcours professionnel et comment elle met l'humain au cœur de son travail avec l'exemple du décrochage scolaire chez les jeunes.



### PHOTOGRAPHIE ÉPANOUISSANTE

Gaël Rapon, photographe, directeur artiste et community manager originaire de la Martinique fait découvrir sa passion : la photographie thérapie. Une passion par laquelle il a appris à s'aimer en mettant visuellement les autres en valeur. « J'aide les gens à s'ancrer, à s'accepter tels qu'ils sont ».



### LES NOUVEAUTÉS DU RECRUTEMENT

Le monde du recrutement a changé et Taloumay Conseils explique comment. L'employeur a des attentes, l'employé en a également, la productivité est pensée autrement... Il s'agit aujourd'hui de pouvoir s'accorder sur ces nouveaux critères si l'on souhaite recruter.



@EWAGMEDIA

#BYEWAG

#EVERYDAYWEACTFORGOOD



ewag.fr



GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Désormais, retrouvez toute  
l'actualité de vos magazines  
sur un seul compte

**EW'AG**



10.328 views

**Ewag.fr** Retrouvez toute l'actualité de vos territoires [#mediapositif](#)

[View all 328 comments](#)

5 DAYS AGO

## Alors on se tutoie ?

Nous avons tous connu ce moment dans une relation nouvelle avec quelqu'un lorsque l'on demande, avec un peu d'hésitation « alors, on se tutoie ? » en prenant soin d'utiliser le pronom « on » plus neutre que la question directe « je peux vous tutoyer ? », ou encore pire « vous pouvez me tutoyer ! » qui s'apparenterait à un ordre... Car le « tu » et le « vous » en disent long en français sur le contexte et sur les rapports entre deux personnes. Il est admis que l'on dira « vous » aux personnes inconnues et que le « tu » sera réservé aux enfants, mais pour le reste toutes les variations sont possibles.

En anglais, c'est le contexte, le ton et les mots accompagnants qui colorent le « you ». En italien et en espagnol, le vouvoiement standard est la troisième personne du singulier. Des locuteurs d'une même langue auront une approche différente du vouvoiement selon la zone géographique. Ainsi, de nombreuses situations nécessitant le vouvoiement en Europe francophone donneront lieu à du tutoiement au Québec. De même, le tutoiement entre inconnus arrive plus vite en espagnol qu'en français.

Durant la Révolution française un décret adopté le 8 novembre 1793, par la Convention rendait le tutoiement obligatoire dans les administrations, afin de supprimer toute notion de distinction hiérarchique. Particulièrement employé sous l'Ancien Régime, le vouvoiement était en effet perçu comme une marque de distanciation sociale. Le tutoiement semblait être le symbole par excellence de la fraternité universelle et il rencontre un engouement chez les révolutionnaires parisiens les plus exaltés. Une anecdote raconte même qu'un serveur du café Procope, fameux café littéraire parisien, faillit être lynché en public pour avoir, par simple habitude, utilisé le « vous » avec un client. Ce décret disparaît un an plus tard, à la chute de Robespierre.

De nos jours plus aucun décret ne dicte l'emploi du tu et du vous, mais il reste des règles subtiles, non écrites. Le tutoiement ne renvoie plus systématiquement à une logique d'infériorité, mais davantage à une volonté de marquer que l'on partage quelque chose : une activité, une profession, les liens du sang, l'amitié. Dans le cadre professionnel par exemple, il est de plus en plus courant qu'un employeur demande à être tutoyé par ses subordonnés.

Mais attention le passage du « vous » au « tu » n'est pas anodin. C'est une sorte de contrat réciproque, un engagement tacite et à part les oublis, les erreurs involontaires, le retour au « vous » peut résonner comme une mise à distance glaçante, que l'on peut percevoir dans ce dialogue : « Bonjour, comment vas-tu ? » - « Bien, je vous remercie... »



# unity by Dauphin

## LA TÉLÉPHONIE IP CENTREX POUR VOTRE ENTREPRISE

### PACKS UNITY

Appels illimités vers les  
mobiles & fixes en local  
+ Métropole + 100 destinations

avec switch 

+ 4 terminaux 

à partir de

109€\*  
HT/mois



UNITY est une **offre sur-mesure complète**, simple, facile d'accès et pensée pour les TPE/PME. Une offre regroupant toute la téléphonie fixe d'entreprise (standard téléphonique cloud, postes téléphoniques IP, forfaits illimités, softphone, application mobile, fax, portabilité des numéros...) avec l'installation et l'assistance incluses.

Cette offre est également EVOLUTIVE avec des options et extensions possibles

Vous souhaitez  
une démonstration ?

Contactez-nous !

 **0801 100 555**

Appel gratuit au départ d'une ligne  
fixe depuis la zone d'origine



\* Voir conditions sur notre site  
[dauphintelecom-business.com](http://dauphintelecom-business.com)

Retrouvez-nous  
sur les réseaux



**BUSINESS**

Guadeloupe - Martinique - Guyane - St Martin - St Barthélemy

MACTe  
AN NOU  
MACTe  
EN NOUS

HISTOIRE  
MÉMOIRE  
PATRIMOINE

MACTe  
LAB

# OVIDÉ CARINDO

Konjigé nanm é kò

ÉMANCIPATION CORPS ET ÂME  
RÉSIDANSE ARTISTIQUE  
JUSQU'AU 31 AOÛT 2023



© Adéola BAMBÉ

